

BMO Groupe financier annonce ses résultats du premier trimestre de 2020

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019 :

- Bénéfice net de 1 592 millions de dollars et bénéfice net ajusté¹ de 1 617 millions, tous deux en hausse de 5 %
- BPA comptable² de 2,37 \$ et BPA ajusté¹ de 2,41 \$, tous deux en hausse de 4 %
- Revenus, déduction faite des SCVPI³, de 6 031 millions de dollars, en hausse de 8 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 349 millions de dollars; comprend une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions
- RCP de 13,3 % comparativement à 13,6 %; RCP ajusté¹ de 13,5 %, comparativement à 13,9 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,4 %

Toronto, le 25 février 2020 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2020, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 1 592 millions de dollars, ou 2,37 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 617 millions, ou 2,41 \$ par action.

« Nous avons connu un très bon trimestre, enregistrant un bénéfice par action ajusté de 2,41 \$, une croissance des revenus de 8 % sur 12 mois, une augmentation du bénéfice avant dotation et impôts de 16 % et une croissance du bénéfice net de 5 %. Tous nos groupes ont bien performé, chacun affichant un levier d'exploitation de plus de 2 %. Pour l'ensemble de la Banque, le levier d'exploitation s'est établi à 4,6 %, ce qui a entraîné une amélioration de 270 points de base de l'efficacité. Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada ont connu un autre bon trimestre, enregistrant une augmentation du bénéfice net de 8 % et, de nouveau, une forte croissance des prêts et des dépôts, tant pour les particuliers que les entreprises. Tous les secteurs d'activité des Marchés des capitaux ont eu un très bon trimestre reflétant leur potentiel au chapitre des bénéfices, la contribution accrue de notre segment américain ayant entraîné une croissance du bénéfice net total de 38 %. BMO Gestion de patrimoine et les Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis ont également bien performé, affichant un levier d'exploitation positif, une croissance des revenus et une gestion rigoureuse des dépenses. La qualité globale du portefeuille de crédit demeure stable même si les provisions pour pertes sur créances ont été relevées ce trimestre, principalement en raison de l'activité dans deux secteurs spécifiques », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous avons un bel élan, et nos groupes élargissent leur part de marché. Nos segments se démarquent en misant sur la force de notre proposition de valeur pour les clients et notre capacité à livrer concurrence efficacement. Notre engagement à faire croître nos activités, à améliorer notre efficacité et à renforcer BMO pour nos clients, nos employés et les collectivités continuera à orienter l'accent que nous mettons pour générer constamment une forte performance relative et de la valeur à long terme pour les actionnaires », a conclu M. White.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 13,3 %, comparativement à 13,6 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 13,5 %, comparativement à 13,9 % l'an dernier. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 15,7 %, comparativement à 16,5 % pour l'exercice précédent, et après ajustement, il s'est élevé à 15,8 %, comparativement à 16,6 % un an plus tôt.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section *Mesures non conformes aux PCGR*, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.

3) Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,06 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2020, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,06 \$ par action, ou 6 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 1,06 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,24 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2020, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2020, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le premier trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 700 millions de dollars, soit une hausse de 52 millions, ou de 8 %, et, après ajustement, il s'est élevé à 700 millions, soit une hausse de 51 millions, ou de 8 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. La forte croissance des revenus a été contrée en partie par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Au cours du trimestre, nous avons prolongé notre partenariat avec les Services de bien-être et moral des Forces canadiennes, faisant en sorte que nous demeurons la banque officielle et le fournisseur exclusif de services bancaires et de produits financiers aux membres de la communauté de la Défense canadienne, aidant ainsi les soldats actuels et les anciens combattants, les membres du personnel du ministère de la Défense nationale, les membres de la GRC et de la Garde côtière canadienne, ainsi que leurs familles, à réaliser leurs objectifs financiers. Nous avons également lancé une nouvelle solution de gestion financière personnelle, Mon info BMO, qui aide les clients à exercer un meilleur contrôle sur leur situation financière. La solution s'appuie sur l'intelligence artificielle (IA) pour fournir des informations personnalisées, automatisées et exploitables aux clients des services bancaires courants afin de les aider à gérer leurs finances et leurs flux de trésorerie au quotidien.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 351 millions de dollars, comparativement à 444 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 361 millions, comparativement à 454 millions l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 267 millions de dollars américains, comparativement à 332 millions de dollars américains à l'exercice précédent et, après ajustement, il a atteint 275 millions de dollars américains, par rapport à 340 millions de dollars américains l'an dernier, ce qui est attribuable à l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui découle en partie d'un recouvrement de l'exercice précédent, atténué par la hausse des revenus.

Au cours du trimestre, BMO a ouvert un nouveau bureau offrant des services bancaires aux entreprises à Los Angeles, en Californie, offrant aux entreprises du sud de la Californie un accès à l'expertise sectorielle variée, aux solutions financières et aux capacités de BMO, et à une connaissance du marché local.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 291 millions de dollars, soit une hausse de 53 millions, ou de 22 %, et, après ajustement, il a atteint 300 millions, soit une hausse de 52 millions, ou de 21 %, comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 209 millions, soit une hausse de 36 millions, ou de 21 %, et, après ajustement, il a atteint 218 millions, soit une hausse de 35 millions, ou de 19 %, en raison surtout des revenus plus élevés du fait de l'accroissement des actifs des clients et de la diminution des charges. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est fixé à 82 millions, une progression de 17 millions, ou de 26 %, ce qui s'explique essentiellement par l'effet favorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors que les variations des marchés avaient eu un effet défavorable au cours de l'exercice précédent, contrebalancé en partie par un recul des résultats des activités sous-jacentes.

Afin de soutenir l'investissement responsable et le souhait grandissant des clients de faire concorder leurs objectifs financiers avec leurs valeurs sociales, BMO Gestion d'actifs a lancé une suite de FNB ESG (responsabilité environnementale, sociale et de gouvernance) indexés. Par ailleurs BMO a été reconnu par le magazine *Investment Week* dans le cadre de l'édition 2019 des prix Sustainable and ESG Investment Awards, remportant le titre de la meilleure équipe ESG pour la deuxième année consécutive et le prix du meilleur fonds d'investissement ESG pour le Fonds ESG d'actions mondiales responsable.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 356 millions de dollars, soit une hausse de 100 millions, ou de 39 %, et, après ajustement, il s'est situé à 362 millions, soit une hausse de 99 millions, ou de 38 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La forte croissance des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés a été en partie annulée par la hausse des charges et des dotations à la provision liées au secteur pétrolier et gazier.

Le 21 janvier 2020, nous avons conclu une entente visant à acquérir Clearpool Group Inc. (Clearpool), fournisseur de solutions de négociation électronique basé à New York et exerçant ses activités aux États-Unis et au Canada. La transaction renforcera la puissance de la plateforme de négociation électronique de BMO et reflète notre engagement à fournir une technologie de négociation de pointe à notre clientèle mondiale. Cette transaction est assujettie aux approbations réglementaires et à d'autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être menée à terme au deuxième trimestre de l'année civile 2020.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et la perte nette ajustée se sont situées à 106 millions de dollars, comparativement à 76 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ont diminué, en raison principalement de la baisse des revenus liés à la trésorerie, attribuable en partie à un montant plus élevé il y a un an, et de la hausse des charges.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des résultats des groupes d'exploitation pour le premier trimestre sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 janvier 2020. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est demeuré inchangé en regard du trimestre précédent, la croissance des résultats non distribués ayant été compensée par l'incidence de la croissance des activités, des changements réglementaires et de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 349 millions de dollars, en hausse de 212 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 31 points de base, comparativement à un ratio anormalement bas de 13 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 324 millions, a augmenté de 197 millions, par rapport à 127 millions l'an dernier, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour l'exercice précédent comprenait un avantage découlant d'un recouvrement sur des prêts aux particuliers aux États-Unis. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 29 points de base, contre 12 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions pour le trimestre à l'étude est attribuable à une migration du crédit et à la croissance du portefeuille.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 25 février 2020. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2020 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2019 contenus dans notre Rapport annuel pour 2019.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2019, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	27	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Surviv et perspectives économiques	28	Bilan
6	Faits saillants financiers	28	Transactions avec des parties liées
7	Mesures non conformes aux PCGR	29	Instruments financiers désignés et arrangements hors bilan
8	Change	29	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	29	Provision pour pertes sur créances
9	Revenus	30	Modifications de méthodes comptables
11	Dotation à la provision pour pertes sur créances	30	Modifications futures de méthodes comptables
12	Prêts douteux	31	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure (BIS)
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	31	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
12	Charges autres que d'intérêts	32	Gestion des risques
13	Impôts sur le résultat	32	Risque de marché
14	Gestion du capital	33	Risque de liquidité et de financement
17	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	38	Cotes de crédit
17	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	41	Expositions en Europe
18	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	43	États financiers consolidés intermédiaires
20	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	43	État consolidé des résultats
22	BMO Gestion de patrimoine	44	État consolidé du résultat global
24	BMO Marchés des capitaux	45	Bilan consolidé
26	Services d'entreprise	46	État consolidé des variations des capitaux propres
		47	État consolidé des flux de trésorerie
		48	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		62	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2020, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine Private Securities Litigation Reform Act of 1995 et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2020 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section *Risques pouvant influencer sur les résultats futurs* ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section *Gestion globale des risques*, qui commence à la page 68 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la section *Gestion des risques* figurant à la page 32 du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans la section *Évolution de la situation économique et perspectives*, à la page 18 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et elles ont été mises à jour dans la section *Survol et perspectives économiques* paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter à la section *Survol et perspectives économiques* ci-après.

Survol et perspectives économiques

Après avoir ralenti à un taux estimé à 1,6 % en 2019 en raison d'une demande mondiale plus faible et de politiques commerciales incertaines, la croissance économique du Canada devrait s'améliorer légèrement pour atteindre 1,7 % en 2020, en réponse aux réductions d'impôts fédérales, à l'apaisement des tensions commerciales et à l'assouplissement des restrictions pesant sur la production de pétrole de l'Alberta. Les investissements des entreprises devraient se raffermir, grâce à la conclusion de la première phase d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine et à la ratification de l'accord États-Unis – Mexique – Canada. Après avoir rebondi l'année dernière, le marché de l'habitation devrait continuer de bénéficier de la faiblesse des taux hypothécaires et de la plus forte croissance démographique des trois dernières décennies. Toutefois, malgré la saine posture de marché de l'emploi, les dépenses de consommation seront entravées par le niveau élevé des paiements au titre du service de la dette. La lente croissance de l'économie mondiale, attribuable en partie à l'incidence du coronavirus sur le secteur du tourisme et l'économie chinoise, continuera de nuire aux exportations. Une modération probable de la croissance de l'emploi au Canada devrait maintenir le taux de chômage près du creux historique des 45 dernières années. La Banque du Canada a maintenu ses taux directeurs inchangés à 1,75 % depuis la fin de 2018, et elle devrait maintenir cette stabilité cette année, l'inflation restant proche de la cible de 2 %. Toutefois, si l'économie devait se contracter davantage, la banque centrale pourrait être tentée de réduire les taux directeurs. Le risque d'un assouplissement de la politique monétaire et la persistance du déficit commercial maintiendront probablement le dollar canadien près des faibles niveaux actuels par rapport au dollar américain. La croissance du crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité devrait rester modeste, à 3,2 % en 2020, tandis que la croissance de la demande de prêts hypothécaires résidentiels devrait s'accélérer pour atteindre un taux de 4,8 %, le taux le plus élevé en trois ans. Le crédit aux entreprises non financières devrait croître au taux appréciable de 5,4 % en 2020, soutenu par une augmentation des dépenses des entreprises.

La croissance économique record des États-Unis devrait se poursuivre à un rythme plus modéré de 1,8 % en 2020, contre un taux de 2,3 % en 2019. Bien que ce rythme marque la croissance la plus faible en quatre ans, le taux de chômage devrait continuer d'avoisiner le creux jamais atteint en un demi-siècle. Les investissements des entreprises devraient progresser en réponse à la première phase de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine. Cet accord marque un relâchement des tensions commerciales et engage de façon générale la Chine à plus que doubler ses achats de marchandises en provenance des États-Unis au cours des deux prochaines années. Toutefois, les droits de douane resteront en place jusqu'à ce qu'un accord plus complet puisse être conclu. Les ventes de propriétés ont grimpé en raison de la baisse des taux hypothécaires et de la croissance soutenue de l'emploi, tandis que le nombre d'inscriptions sur le marché de la revente, établi à un creux historique, encouragera la construction. Bien que modérées, les dépenses de consommation devraient continuer d'être alimentées par le niveau élevé de richesse des ménages et la faiblesse inégalée des coûts du service de la dette. L'économie devrait s'affaiblir au début de l'année en raison de la suspension de la production des Boeing 737 MAX, tandis que le coronavirus pourrait retarder les achats par la Chine de marchandises en provenance des États-Unis. Après avoir réduit ses taux directeurs à trois reprises en 2019, la Réserve fédérale devrait maintenir les taux stables du fait de la faiblesse de l'inflation et de la stabilité du taux de chômage. Le crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité devrait augmenter d'environ 3,2 % en 2020, tandis que la demande de prêts hypothécaires résidentiels devrait croître de 4,2 %. Le crédit aux entreprises non financières devrait progresser de 4,0 %, soutenu par des dépenses d'investissement plus importantes.

La section *Évolution de la situation économique et perspectives* renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts 1)	3 388	3 364	3 172
Revenus autres que d'intérêts	3 359	2 723	3 345
Revenus	6 747	6 087	6 517
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	716	335	926
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 031	5 752	5 591
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	324	231	127
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	25	22	10
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	349	253	137
Charges autres que d'intérêts 1)	3 669	3 987	3 557
Charge d'impôts sur le résultat	421	318	387
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 592	1 194	1 510
Bénéfice net ajusté	1 617	1 607	1 538
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	2,37	1,78	2,28
Bénéfice par action ajusté	2,41	2,43	2,32
Croissance du bénéfice par action (%)	4,3	(30,7)	59,5
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	4,0	4,8	9,5
Dividendes déclarés par action	1,06	1,03	1,00
Valeur comptable d'une action	73,21	71,54	67,37
Cours de clôture de l'action	100,93	97,50	96,18
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la clôture de la période	639,6	639,2	638,4
Nombre moyen dilué	640,8	640,4	640,4
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	64,6	62,3	61,4
Rendement de l'action (%)	4,2	4,2	4,2
Ratio de distribution (%)	44,5	57,6	43,8
Ratio de distribution ajusté (%)	43,8	42,3	43,0
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	13,3	9,9	13,6
Rendement des capitaux propres ajustés	13,5	13,5	13,9
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	15,7	11,9	16,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	15,8	15,7	16,6
Croissance du bénéfice net	5,4	(29,6)	55,1
Croissance du bénéfice net ajusté	5,1	5,0	8,1
Croissance des revenus	3,5	3,3	15,6
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	7,9	4,5	6,0
Croissance des charges autres que d'intérêts	3,2	24,9	4,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	3,3	1,2	4,5
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI	60,8	69,3	63,6
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	60,3	60,0	63,0
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	4,7	(20,4)	1,4
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	4,6	3,8	1,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,68	1,71	1,69
Taux d'impôt effectif	20,9	21,0	20,4
Taux d'impôt effectif ajusté	21,0	22,0	20,4
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,31	0,23	0,13
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,29	0,21	0,12
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	879 720	852 195	806 597
Solde brut des prêts et acceptations	457 098	451 537	420 761
Solde net des prêts et acceptations	455 075	449 687	419 133
Dépôts	582 288	568 143	532 199
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	46 828	45 728	43 009
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	30,0	28,9	29,3
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,4	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,0	13,0	12,7
Ratio du total des fonds propres	15,2	15,2	15,1
Ratio de levier	4,3	4,3	4,2
Cours de change (\$)			
Dollar CA/dollar US	1,3235	1,3165	1,3131
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3161	1,3240	1,3351

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 89 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 14 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Change*, à la page 8, pour obtenir une analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. De plus, ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Résultats comptables			
Revenus	6 747	6 087	6 517
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(716)	(335)	(926)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 031	5 752	5 591
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(349)	(253)	(137)
Charges autres que d'intérêts	(3 669)	(3 987)	(3 557)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 013	1 512	1 897
Charge d'impôts sur le résultat	(421)	(318)	(387)
Bénéfice net	1 592	1 194	1 510
BPA (\$)	2,37	1,78	2,28
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(3)	(2)	(6)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(29)	(38)	(31)
Coûts de restructuration 4)	-	(484)	-
Ajustement lié à la réassurance 5)	-	(25)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(32)	(549)	(37)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(2)	(4)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(23)	(29)	(24)
Coûts de restructuration 4)	-	(357)	-
Ajustement lié à la réassurance 5)	-	(25)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(25)	(413)	(28)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,04)	(0,65)	(0,04)
Résultats ajustés			
Revenus	6 747	6 087	6 517
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(716)	(310)	(926)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 031	5 777	5 591
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(349)	(253)	(137)
Charges autres que d'intérêts	(3 637)	(3 463)	(3 520)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 045	2 061	1 934
Charge d'impôts sur le résultat	(428)	(454)	(396)
Bénéfice net	1 617	1 607	1 538
BPA (\$)	2,41	2,43	2,32

- 1) Les éléments d'ajustement sont, en règle générale, imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, sont imputés aux groupes d'exploitation et de l'ajustement lié à la réassurance qui, lui, est inclus dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions de KGS-Alpha et de Clearpool sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Ils sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) Ces montants sont imputés aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts imputés à chacun des groupes d'exploitation sont présentés aux pages 17, 18, 20, 22 et 24.
- 4) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut une charge de restructuration de 357 millions de dollars après impôts (484 millions avant impôts) liée aux indemnités de départ et à un montant négligeable de coûts liés à l'immobilier, afin de continuer d'améliorer notre efficacité, notamment accélérer la mise en œuvre à l'échelle de la Banque de mesures clés visant la numérisation, la restructuration organisationnelle et la simplification de notre façon de faire des affaires. Les coûts de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 5) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. L'ajustement lié à la réassurance figure dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a fléchi en regard de celui du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2019 en raison des fluctuations du cours de change du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges et les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section *Gestion globale du capital* à la page 59 du Rapport annuel de BMO pour 2019 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2020	
	c. T1-2019	c. T4-2019
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,3161	1,3161
Période antérieure	1,3351	1,3240
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis		
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(18)	(8)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(11)	(5)
Augmentation (diminution) des revenus	(29)	(13)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	-	1
Diminution (augmentation) des charges	20	9
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	1	1
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	(8)	(2)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	(0,01)	-
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis		
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(18)	(8)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(11)	(5)
Augmentation (diminution) des revenus	(29)	(13)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	-	1
Diminution (augmentation) des charges	19	8
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	2	1
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	(8)	(3)
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$)	(0,01)	-

Les résultats ajustés que renferme le présent tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 592 millions de dollars, en hausse de 82 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 617 millions, en hausse de 79 millions, ou de 5 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA comptable, établi à 2,37 \$, a progressé de 0,09 \$, ou de 4 %, et le BPA ajusté, établi à 2,41 \$, a augmenté de 0,09 \$, ou de 4 %, en regard de l'exercice précédent.

Les résultats reflètent la solide tenue du bénéfice net de BMO Marchés des capitaux, de BMO Gestion de patrimoine et de PE Canada, en partie compensée par la baisse enregistrée par PE États-Unis et par une augmentation de la perte nette des Services d'entreprise.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable a augmenté de 398 millions de dollars, ou de 33 %, par rapport au trimestre précédent et le bénéfice net ajusté a grimpé de 10 millions, ou de 1 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge de restructuration de 357 millions, essentiellement attribuable aux indemnités de départ, et d'un ajustement lié à la réassurance de 25 millions, tous deux inscrits au trimestre précédent, ainsi que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les chiffres du trimestre à l'étude comprennent la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice. Le BPA comptable a augmenté de 0,59 \$, ou de 33 %, et le BPA ajusté a reculé de 0,02 \$, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent.

La solide performance au chapitre du bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a été largement contrée par la baisse du bénéfice net des Services bancaires PE et par l'augmentation de la perte nette des Services d'entreprise. Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine a progressé par rapport au trimestre précédent, alors que le bénéfice net ajusté est demeuré inchangé.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Revenus ¹⁾

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Les revenus comptables se sont établis à 6 747 millions de dollars, en hausse de 230 millions, ou de 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont élevés à 6 031 millions, en hausse de 440 millions, ou de 8 %.

Les résultats reflètent le bon rendement au chapitre des revenus enregistré par BMO Marchés des capitaux, PE Canada et BMO Gestion de patrimoine. Les revenus de PE États-Unis ont progressé de 1 %, ou de 3 % exprimés en dollars américains, par rapport à il y a un an, et les revenus des Services d'entreprise ont reculé légèrement.

Les revenus nets d'intérêts se sont établis à 3 388 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 216 millions, ou de 7 %. Déduction faite des revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont chiffrés à 3 031 millions, en hausse de 141 millions, ou de 5 %, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes des dépôts et des prêts enregistrée par tous les groupes d'exploitation, en partie compensée par la compression des marges sur les dépôts.

L'actif productif moyen s'est établi à 804,5 milliards de dollars, en hausse de 60,3 milliards, ou de 8 %, ou encore de 9 % en excluant l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, ce qui s'explique par l'augmentation des prêts, des valeurs mobilières et de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 1 point de base en regard de l'exercice précédent, en raison d'un rétrécissement de la marge sur les dépôts de PE États-Unis, du fait surtout des baisses de taux décrétées par la Réserve fédérale, en partie compensé par l'accroissement des marges de PE Canada. Compte non tenu des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est resserrée de 9 points de base, en raison principalement de l'augmentation des volumes d'actifs de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise qui ont une plus faible marge que celle de la Banque, et d'une contraction des marges de PE États-Unis, en partie compensée par un élargissement des marges de PE Canada.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 2 643 millions de dollars, en hausse de 224 millions, ou de 9 %, ou encore de 10 % si l'on ne tient pas compte de l'affaiblissement du dollar américain, des hausses ayant été enregistrées dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 502 millions, ce qui représente une hausse de 176 millions, ou de 8 %.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 169 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude, en partie contrée par une augmentation plus importante de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude en regard de l'exercice précédent, laquelle découle de la diminution des taux d'intérêt à long terme et de l'incidence du raffermissement des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Ces variations liées à la juste valeur des placements et aux ventes de rentes sont en grande partie contrebalancées par les variations des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 12. Nous analysons généralement les revenus, déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Les revenus ont progressé de 660 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont grimpé de 279 millions, ou de 5 %. Les revenus, déduction faite des SCVPI ajustés, ce qui exclut l'ajustement lié à la réassurance inscrit au trimestre précédent, ont augmenté de 254 millions, ou de 4 %, ou encore de 5 % en excluant l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les résultats ont découlé de l'excellente performance au chapitre des revenus de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion de patrimoine. Les revenus des Services d'entreprise et PE Canada ont augmenté légèrement, alors que les revenus de PE États-Unis exprimés en dollars canadiens ont quelque peu fléchi et que ces mêmes revenus exprimés en dollars américains ont légèrement augmenté.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Compte non tenu des revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts ont progressé de 52 millions, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, du fait essentiellement de l'augmentation des volumes de dépôts enregistrée par tous les groupes d'exploitation et de la hausse des volumes des prêts pour les Services bancaires PE, facteurs en partie compensés par le resserrement des marges des Services bancaires PE.

L'actif productif moyen a progressé de 26,1 milliards de dollars, ou de 3 %, ou encore de 4 % exclusion faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, en raison surtout de l'augmentation des valeurs mobilières, de la hausse de la trésorerie et de la croissance des prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est rétrécie de 3 points de base, ou de 2 points de base compte non tenu des revenus de négociation, en raison principalement de l'augmentation des volumes d'actifs des Services d'entreprise et de BMO Marchés des capitaux qui ont une plus faible marge que celle de la Banque.

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 89 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 14 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, ont grimpé de 255 millions de dollars, ou de 11 %. Les revenus nets d'intérêts, déduction faite des SCVPI ajustés, se sont accrus de 230 millions, ou de 10 %, en raison principalement de la hausse des revenus de négociation, des revenus des commissions de prise ferme et de consultation et des revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI. Compte non tenu des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI ajustés, ont augmenté de 68 millions, ou de 3 %.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 445 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la juste valeur des placements au cours du trimestre à l'étude, laquelle découle de la diminution des taux d'intérêt à long terme comparativement à la relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre précédent, de l'augmentation des ventes de rentes, et de l'incidence du raffermissement des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. L'augmentation des revenus d'assurance a été en partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 12.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 349 millions de dollars, a augmenté de 212 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 31 points de base, comparativement à un ratio anormalement bas de 13 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 324 millions, a augmenté de 197 millions, par rapport à 127 millions l'an dernier, en raison essentiellement de la hausse des dotations enregistrées pour les Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour l'exercice précédent comprenait un avantage découlant d'un recouvrement sur des prêts aux particuliers aux États-Unis. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 29 points de base, contre 12 points de base un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions enregistrée à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions pour le trimestre à l'étude est attribuable à une migration du crédit et à la croissance du portefeuille. La hausse sur un an de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs découle principalement d'une évolution de la migration du crédit entre les périodes, la migration du crédit ayant entraîné une hausse de la provision pour le trimestre à l'étude, alors que la situation du crédit s'était améliorée un an plus tôt, en partie contrebalancée par une modification des perspectives économiques.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 96 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 31 points de base, comparativement à 23 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 93 millions du fait principalement de l'accroissement des dotations des Services bancaires aux grandes entreprises aux États-Unis et de BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 29 points de base, contre 21 points de base pour le trimestre précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur crédit liée aux prêts productifs de 22 millions pour le trimestre précédent, cette hausse étant principalement attribuable à la modification des perspectives économiques.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T1-2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	138	132	270	–	53	1	324
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	14	17	31	3	(3)	(6)	25
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	152	149	301	3	50	(5)	349
T4-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	134	66	200	1	32	(2)	231
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	11	4	15	(1)	8	–	22
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	145	70	215	–	40	(2)	253
T1-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	114	15	129	2	1	(5)	127
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	(9)	(3)	–	14	(1)	10
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	120	6	126	2	15	(6)	137

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,31	0,23	0,13
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,29	0,21	0,12

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 2 822 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en hausse par rapport à 2 019 millions pour l'exercice précédent, la plus forte hausse des prêts douteux ayant été enregistrée dans les secteurs pétrolier et gazier ainsi que dans le secteur manufacturier. Le SBPD a augmenté de 193 millions en regard de celui de 2 629 millions constaté au trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 831 millions de dollars, en hausse par rapport à 467 millions un an plus tôt et en hausse par rapport à 799 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
SBPD à l'ouverture de la période	2 629	2 432	1 936
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	831	799	467
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(201)	(220)	(125)
Remboursements, montant net	(319)	(219)	(137)
Montants sortis du bilan	(127)	(159)	(119)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	-	-	-
Fluctuations des cours de change et autres variations	9	(4)	(3)
SBPD à la clôture de la période	2 822	2 629	2 019
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,62	0,58	0,48

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), comptables et ajustés, se sont établis à 716 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 210 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des ventes de rentes pour le trimestre à l'étude, en partie compensée par une augmentation plus importante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude, comparativement à l'an dernier, laquelle est attribuable aux baisses des taux d'intérêt à long terme et à l'incidence du regain des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude.

Les SCVPI comptables ont progressé de 381 millions de dollars et les SCVPI ajustés ont augmenté de 406 millions par rapport au trimestre précédent. Les SCVPI ajustés excluent une incidence nette de 25 millions liée à d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus au trimestre précédent après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. Les résultats ont affiché une hausse du fait essentiellement d'un accroissement de la juste valeur des passifs au titre des indemnités au cours du trimestre à l'étude, laquelle découle des baisses des taux d'intérêt à long terme, comparativement à une relative stabilité des taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre précédent, d'une augmentation des ventes de rentes et de l'incidence du regain des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des sinistres, commissions et variations de passifs au titre des indemnités sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Charges autres que d'intérêts ¹⁾

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 669 millions de dollars, en hausse de 112 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, ou encore de 4 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont élevées à 3 637 millions, en hausse de 117 millions, ou de 3 %, ou encore de 4 % compte non tenu de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'accroissement des frais liés au personnel, du fait entre autres de la hausse des revenus, et à l'augmentation des coûts liés à la technologie, facteurs en partie contrés par les activités menées à l'échelle de la Banque pour réaliser des gains de productivité.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont reculé de 318 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont progressé de 174 millions, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration inscrite au trimestre précédent ainsi que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Cette hausse découle essentiellement de l'augmentation des frais liés au personnel, y compris la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et la nature saisonnière des avantages, en partie compensés par la diminution des honoraires.

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 89 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 14 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +4,7 %, comparativement à +1,4 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation ajusté s'est situé à +4,6 %, comparativement à +1,5 % un an plus tôt.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 54,4 %, comparativement à 54,6 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 60,8 %, contre 63,6 % l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 53,9 %, comparativement à 54,0 % pour l'exercice précédent, sur la base des revenus nets, il s'est établi à 60,3 %, comparativement à 63,0 % un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 421 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 34 millions par rapport au premier trimestre de 2019 et une hausse de 103 millions par rapport au quatrième trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif s'est élevé à 20,9 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 20,4 % pour le premier trimestre de 2019 et à 21,0 % pour le quatrième trimestre de 2019.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 428 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 32 millions par rapport au premier trimestre de 2019 et une baisse de 26 millions comparativement au quatrième trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 21,0 % pour le trimestre à l'étude, contre 20,4 % pour le premier trimestre de 2019 et 22,0 % au quatrième trimestre de 2019. La variation du taux d'impôt effectif ajusté et du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du premier trimestre de 2019 et du quatrième trimestre de 2019 est principalement attribuable à la composition des résultats.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre de gestion du capital décrit à la page 59 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2020

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,4 % au 31 janvier 2020.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est demeuré inchangé en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2019, la croissance des résultats non distribués ayant été compensée par l'incidence de la croissance des activités, des changements réglementaires et de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 37,1 milliards de dollars au 31 janvier 2020, en hausse par rapport à 36,1 milliards au 31 octobre 2019, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués et, dans une moindre mesure, de la diminution de la déduction au titre des actifs d'impôts différés et de l'augmentation des profits latents découlant de l'évaluation des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 325,6 milliards de dollars au 31 janvier 2020, en hausse par rapport à 317,0 milliards au 31 octobre 2019, en raison principalement de la croissance des activités, des changements réglementaires et de l'adoption de l'IFRS 16.

Au 31 janvier 2020, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 13,0 % et à 15,2 %, demeurant stables en regard du 31 octobre 2019, étant donné que la hausse des fonds propres découlant de l'augmentation des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, comme il en a été question ci-dessus, a été compensée par l'accroissement des actifs pondérés en fonction des risques.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur comptable et sur son rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, se situait à 4,3 % au 31 janvier 2020, demeurant stable par rapport à celui du quatrième trimestre de 2019, étant donné que l'augmentation des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a été contrebalancée par l'exposition aux fins du ratio de levier résultant de la croissance des activités.

Évolution de la réglementation

En décembre 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a finalisé le programme de réformes de Bâle III, qui sera mis en œuvre le 1^{er} janvier 2022. Le programme comprend une révision des approches standard et fondée sur les notations internes pour mesurer le risque de crédit, du cadre de rajustement de la valeur du crédit, de l'approche standard pour mesurer le risque opérationnel, qui remplacera les approches de mesure standard et avancée actuelles, et du dispositif de ratio de levier, ainsi qu'un plancher de fonds propres à l'égard des actifs pondérés en fonction des risques, dont l'entrée en vigueur doit se faire progressivement sur une période de cinq ans. Les points de vue préliminaires du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) au sujet de la portée et du calendrier de mise en œuvre des réformes de Bâle III au Canada sont présentés dans un document de travail diffusé aux fins de consultation publique en juillet 2018. Bien que le CBCB ait prévu une période de transition de cinq ans pour le plancher de fonds propres, commençant par 50 % des actifs pondérés en fonction des risques en 2022 pour atteindre 72,5 % en 2027, le document de travail du BSIF propose d'établir le plancher de fonds propres à 72,5 % au moment de la mise en œuvre des réformes au premier trimestre de l'exercice 2022.

Les exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché (le cadre définitif pour risque de marché), qui font partie des réformes de Bâle III, ont été établies en version définitive par le CBCB en janvier 2019, et la date prévue de leur mise en œuvre est le 1^{er} janvier 2022.

Nous nous attendons à ce que les réformes de Bâle III se traduisent par une augmentation du montant des fonds propres que nous sommes tenus de détenir. Nous continuons à échanger avec le BSIF tandis que celui-ci finalise l'approche et l'échéancier qui seront adoptés pour la mise en œuvre au Canada.

En janvier 2020, le BSIF a révisé ses exigences de fonds propres pour le risque opérationnel applicables aux institutions de dépôt, afin de tenir compte des révisions définitives de Bâle III publiées par le CBCB en décembre 2017. Le BSIF a décidé que la mise en œuvre nationale des exigences de fonds propres révisées pour le risque opérationnel de Bâle III passera du premier trimestre de l'exercice 2021 au premier trimestre de l'exercice 2022, pour coïncider avec la mise en œuvre des exigences finales de Bâle III en matière de risque de crédit et de ratio de levier.

En décembre 2019, le BSIF a porté de 2,0 % à 2,25 % la réserve pour stabilité intérieure au titre du deuxième pilier que les banques canadiennes d'importance systémique intérieure (BISⁱ) sont tenues de maintenir, avec prise d'effet le 30 avril 2020. Cette hausse reflète le point de vue du BSIF selon lequel les principales vulnérabilités des BISⁱ restent élevées et, dans certains cas, montrent des signes d'augmentation, notamment au chapitre de l'endettement des ménages canadiens, des déséquilibres des actifs et de l'endettement institutionnel, ainsi que des vulnérabilités à l'échelle mondiale, ce qui pourrait accroître la possibilité que des risques externes se répercutent sur le système financier canadien. Constituée à même les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, la réserve pour stabilité intérieure peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques. L'objectif à long terme du BSIF consiste à faire en sorte que la réserve pour stabilité intérieure soit efficace. Dans ce contexte, le BSIF reverra la fourchette de 0 % à 2,5 % pour déterminer si elle est appropriée.

Au premier trimestre de l'exercice 2020, l'expiration des dispositions transitoires définies par le BSIF concernant l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie et du cadre de titrisation révisé a entraîné une légère augmentation du montant des fonds propres que nous sommes tenus de détenir.

L'IFRS 16, *Contrats de location*, est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2019 et son adoption a donné lieu à un ajustement à la baisse du solde d'ouverture des résultats non distribués. La principale incidence pour BMO a été la comptabilisation des contrats de location de biens immobiliers au bilan.

L'adoption de l'IFRS 16 et l'expiration des dispositions transitoires ont eu une répercussion combinée de 16 points de base sur notre ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires au premier trimestre de 2020.

La mise en œuvre de la version définitive de la ligne directrice sur les limites régissant les expositions importantes applicable aux BIS¹ au premier trimestre de 2020 n'a pas eu d'incidence importante sur nos activités.

Le régime de recapitalisation interne des banques au Canada, y compris la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Aux termes de ce régime, la Banque est tenue de respecter les exigences cibles de la TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Les cibles sont actuellement établies d'après un ratio TLAC fondé sur les risques, soit de 23,75 % des actifs pondérés en fonction des risques (y compris la réserve pour stabilité intérieure de 2,25 %) et un ratio de levier TLAC, soit 6,75 %. Au 31 janvier 2020, notre ratio TLAC fondé sur les risques s'établissait à 20,8 % et notre ratio de levier TLAC se situait à 6,9 %.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections *Gestion globale du capital*, aux pages 59 à 65, *Risque de liquidité et de financement*, aux pages 91 à 99, et *Risque juridique et réglementaire*, aux pages 103 et 104 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section *Gestion globale du capital*, aux pages 59 à 65 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 janvier 2020
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	2,0 %	10,0 %	11,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	2,0 %	11,5 %	13,0 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	2,0 %	13,5 %	15,2 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,3 %

- 1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux BIS¹ de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au premier trimestre de 2020). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.
- 2) Le BSIF exige des BIS¹ qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établit actuellement à 2,0 % et elle augmentera à 2,25 % avec prise d'effet le 30 avril 2020. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	46 828	45 728	43 009
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 684)	(9 657)	(9 283)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	37 144	36 071	33 726
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 348	5 348	4 340
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(214)	(218)	(219)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	5 134	5 130	4 121
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	42 278	41 201	37 847
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 216	7 189	7 068
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(56)	(50)	(126)
Fonds propres de catégorie 2	7 160	7 139	6 942
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	49 438	48 340	44 789
Actifs pondérés en fonction des risques 4)	325 647	317 029	296 987
Exposition aux fins du ratio de levier	985 382	956 493	902 532
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,4	11,4	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	13,0	13,0	12,7
Ratio du total des fonds propres	15,2	15,2	15,1
Ratio de levier	4,3	4,3	4,2

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre certaines provisions pour pertes sur prêts.
- 4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 392 291 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 25 février 2020, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 12 millions d'actions ordinaires, à compter du 3 juin 2020, environ. Une fois les approbations obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires aux fins d'annulation. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués sont assujettis aux approbations réglementaires et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, tels la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), nos instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,08 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 31 janvier 2020	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	639,6
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27*	500 \$
Série 29*	400 \$
Série 31*	300 \$
Série 33*	200 \$
Série 35*	150 \$
Série 36*	600 \$
Série 38*	600 \$
Série 40*	500 \$
Série 42*	400 \$
Série 44*	400 \$
Série 46*	350 \$
Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires*	500 \$ US
Billets à moyen terme*	
Série H – tranche 2	1 000 \$
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Options sur actions	
Droits acquis	3,8
Droits non acquis	2,9

*Convertible en actions ordinaires

1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 176 du Rapport annuel de BMO pour 2019. La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 177 du Rapport annuel de BMO pour 2019, traitent en détail du capital social et des billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires.

Dividendes

Le 25 février 2020, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,06 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent, et 0,06 \$ par action, ou 6 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende doit être versé le 26 mai 2020 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mai 2020. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2020.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances.

Le 1^{er} novembre 2019, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), comptabilisant l'effet cumulatif de l'adoption dans les résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des exercices antérieurs. Aux termes de l'IFRS 16, la Banque, à titre de preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Nous avons comptabilisé la dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation dans les charges autres que d'intérêts et les intérêts sur l'obligation locative dans les charges d'intérêts. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30, qui donne des renseignements plus détaillés à ce sujet.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 608	2 599	2 494
Revenus autres que d'intérêts	830	839	794
Total des revenus (bic)	3 438	3 438	3 288
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	270	200	129
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	31	15	(3)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	301	215	126
Charges autres que d'intérêts	1 747	1 766	1 723
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 390	1 457	1 439
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	339	354	347
Bénéfice net comptable	1 051	1 103	1 092
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	10	11	11
Bénéfice net ajusté	1 061	1 114	1 103
Croissance du bénéfice net (%)	(3,8)	5,0	14,0
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(3,8)	4,9	13,8
Croissance des revenus (%)	4,6	6,5	7,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,4	4,0	5,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,5	4,1	5,2
Rendement des capitaux propres (%)	16,3	17,7	18,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,4	17,9	18,5
Levier d'exploitation (bic) (%)	3,2	2,5	2,0
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	3,1	2,4	1,9
Ratio d'efficacité (bic) (%)	50,8	51,4	52,4
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	50,4	50,9	51,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,91	2,92	2,99
Actif productif moyen	356 467	352 478	331 037
Solde moyen brut des prêts et acceptations	366 696	362 612	338 084
Solde moyen net des prêts et acceptations	364 948	360 933	336 522
Solde moyen des dépôts	306 155	293 977	272 960

1) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 13 millions de dollars pour le premier trimestre de 2020 et de 15 millions pour chacun des quatrième et premier trimestres de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 051 millions de dollars, comparativement à 1 092 millions à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est quant à lui établi à 1 061 millions, contre 1 103 millions à l'exercice précédent, et il ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Revenus nets d'intérêts	1 557	1 543	1 435
Revenus autres que d'intérêts	525	535	515
Total des revenus	2 082	2 078	1 950
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	138	134	114
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	14	11	6
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	152	145	120
Charges autres que d'intérêts	986	976	956
Bénéfice avant impôts sur le résultat	944	957	874
Charge d'impôts sur le résultat	244	247	226
Bénéfice net comptable	700	710	648
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	-	1
Bénéfice net ajusté	700	710	649
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 287	1 293	1 220
Revenus des services bancaires aux entreprises	795	785	730
Croissance du bénéfice net (%)	8,0	5,0	0,3
Croissance des revenus (%)	6,8	7,1	2,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,2	5,6	2,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,2	5,6	2,5
Rendement des capitaux propres (%)	26,0	28,3	27,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	26,0	28,3	27,6
Levier d'exploitation (%)	3,6	1,5	0,3
Levier d'exploitation ajusté (%)	3,6	1,5	0,3
Ratio d'efficience (%)	47,3	47,0	49,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,68	2,69	2,61
Actif productif moyen	231 286	227 124	217 683
Solde moyen brut des prêts et acceptations	247 421	243 395	230 448
Solde moyen net des prêts et acceptations	246 457	242 457	229 583
Solde moyen des dépôts	191 462	183 975	168 150

1) Les montants avant impôts de néant à la fois pour le premier trimestre de 2020 et le quatrième trimestre de 2019 et de 1 million de dollars pour le premier trimestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 700 millions de dollars, soit une hausse de 52 millions, ou de 8 %, et, après ajustement, il s'est élevé à 700 millions, soit une hausse de 51 millions, ou de 8 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. La forte croissance des revenus a été contrée en partie par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges.

Les revenus ont grimpé de 132 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 2 082 millions, grâce surtout à la progression des soldes de tous les produits, à l'amélioration des marges et à une hausse des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,68 %, a progressé de 7 points de base en raison d'une combinaison des produits favorable et de l'effet bénéfique de l'élargissement du taux préférentiel au taux des acceptations bancaires.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 67 millions de dollars, ou de 6 %, en raison de l'augmentation des soldes de tous les produits et de l'amélioration des marges. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 65 millions, ou de 9 %, en raison de la croissance des soldes de tous les produits et de la hausse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances présente une hausse de 32 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 152 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 24 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations à la provision pour prêts aux entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 14 millions au cours du trimestre considéré, contre une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 6 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 30 millions de dollars, ou de 3 %, pour atteindre 986 millions, ce qui est principalement attribuable aux coûts liés aux technologies et aux charges de retraite plus élevés.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 17,0 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 247,4 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 4 %, ce qui est le résultat d'un accroissement de 6 % des prêts hypothécaires exclusifs à la Banque et des marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 15 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 23,3 milliards, ou de 14 %, et s'est chiffré à 191,5 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers et les soldes des dépôts des entreprises ont tous deux augmenté de 14 %.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont diminué de 10 millions de dollars, ou de 1 %.

Les revenus ont progressé de 4 millions de dollars, en raison surtout d'une hausse des soldes de tous les produits, annulée en partie par le rétrécissement des marges et par la diminution des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,68 %, a diminué de 1 point de base par rapport au trimestre précédent.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 6 millions de dollars, à cause essentiellement de la diminution des revenus autres que d'intérêts et du rétrécissement des marges, compensés en partie par la hausse des soldes de tous les produits. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 10 millions, ou de 1 %, en raison essentiellement d'une hausse des soldes de tous les produits, annulée en partie par le rétrécissement des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 7 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 4 millions à cause de l'accroissement des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises, neutralisé en partie par la diminution des dotations à la provision liées aux prêts aux particuliers au cours du trimestre considéré. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 14 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 11 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 10 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 4,0 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent et le solde moyen des dépôts a progressé de 7,5 milliards, ou de 4 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	798	798	793
Revenus autres que d'intérêts	232	230	209
Total des revenus (bic)	1 030	1 028	1 002
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	100	51	12
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	13	3	(7)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	113	54	5
Charges autres que d'intérêts	578	597	575
Bénéfice avant impôts sur le résultat	339	377	422
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	72	80	90
Bénéfice net comptable	267	297	332
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	8	8	8
Bénéfice net ajusté	275	305	340
Revenus des services bancaires aux particuliers	328	337	341
Revenus des services bancaires aux entreprises	702	691	661
Croissance du bénéfice net (%)	(19,7)	3,6	33,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(19,4)	3,3	32,2
Croissance des revenus (%)	2,8	4,1	7,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	0,6	0,7	2,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	0,7	0,9	2,5
Rendement des capitaux propres (%)	9,2	10,5	12,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	9,5	10,8	12,6
Levier d'exploitation (bic) (%)	2,2	3,4	5,3
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	2,1	3,2	5,1
Ratio d'efficience (bic) (%)	56,1	58,1	57,4
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	55,2	57,1	56,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,34	3,35	3,71
Actif productif moyen	95 114	94 682	84 901
Solde moyen brut des prêts et acceptations	90 626	90 047	80 617
Solde moyen net des prêts et acceptations	90 030	89 488	80 095
Solde moyen des dépôts	87 155	83 085	78 490

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 051	1 056	1 059
Revenus autres que d'intérêts	305	304	279
Total des revenus (bic)	1 356	1 360	1 338
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	132	66	15
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	17	4	(9)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	149	70	6
Charges autres que d'intérêts	761	790	767
Bénéfice avant impôts sur le résultat	446	500	565
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	95	107	121
Bénéfice net comptable	351	393	444
Bénéfice net ajusté	361	404	454
Croissance du bénéfice net (%)	(21,0)	5,0	42,4
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(20,7)	4,7	41,1
Croissance des revenus (%)	1,3	5,6	14,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(0,8)	2,2	8,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(0,7)	2,4	8,8
Actif productif moyen	125 181	125 354	113 354
Solde moyen brut des prêts et acceptations	119 275	119 217	107 636
Solde moyen net des prêts et acceptations	118 491	118 476	106 939
Solde moyen des dépôts	114 693	110 002	104 810

1) Les montants avant impôts de 10 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2020, de 11 millions de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2019 et de 10 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 351 millions de dollars, comparativement à 444 millions il y a un an et, après ajustement, il a atteint 361 millions, comparativement à 454 millions l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 267 millions de dollars, comparativement à 332 millions à l'exercice précédent et, après ajustement, il a atteint 275 millions, par rapport à 340 millions l'an dernier, ce qui est attribuable à l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui découle en partie d'un recouvrement de l'exercice précédent, atténué par la hausse des revenus.

Les revenus ont augmenté de 28 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 030 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'augmentation des volumes de prêts et des dépôts et à la hausse des revenus de commissions, contrebalancées en partie par une compression de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 37 points de base, pour s'établir à 3,34 %, principalement du fait de la compression des marges sur les produits de dépôt occasionnée par l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, ainsi que des changements dans la combinaison de produits de dépôt et de la compression des marges sur les prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers se sont établis à 328 millions de dollars, contre 341 millions il y a un an, en raison du recul des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 41 millions, ou de 6 %, pour se chiffrer à 702 millions,

en raison essentiellement de l'augmentation des soldes des prêts et des dépôts et des revenus de commissions, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 113 millions de dollars, ayant augmenté de 108 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 88 millions en raison des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises plus élevées pour la période à l'étude et de la hausse des dotations à la provision des prêts aux particuliers découlant d'un recouvrement de prêts aux particuliers au cours de l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 13 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 7 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts et les charges autres que d'intérêts après ajustement se sont toutes deux accrues de 3 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à il y a un an, pour se fixer respectivement à 578 millions et à 568 millions.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 10,0 milliards de dollars, ou de 12 %, sur un an, pour s'établir à 90,6 milliards, stimulé par la croissance de 13 % des prêts aux entreprises et la croissance de 9 % des volumes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 8,7 milliards, ou de 11 %, sur un an pour s'établir à 87,2 milliards, auquel s'ajoute un accroissement de 13 % des volumes de dépôts des entreprises et de 9 % des volumes des dépôts des particuliers.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est établi à 351 millions de dollars, comparativement à 393 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 361 millions, par rapport à 404 millions au trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 267 millions de dollars, comparativement à 297 millions au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 275 millions, contre 305 millions au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, compensée par la diminution des charges.

Les revenus ont augmenté de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, pour se fixer à 1 030 millions, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des soldes des dépôts et des commissions, annulée en partie par la compression des marges sur les dépôts. La marge nette d'intérêts a reculé de 1 point de base pour atteindre 3,34 %, du fait principalement de la compression des marges sur les dépôts qui reflète l'incidence de la baisse des taux et des changements dans la combinaison de produits de dépôt, en partie compensée par l'incidence favorable découlant de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers se sont chiffrés à 328 millions de dollars, comparativement à 337 millions pour le trimestre précédent, ce qui est attribuable au recul des revenus tirés des dépôts et à la baisse des revenus de commissions. Les revenus des services bancaires aux entreprises se sont quant à eux établis à 702 millions, soit une hausse de 11 millions, ce qui s'explique essentiellement par la progression des soldes des dépôts, par la hausse des revenus de commissions et par l'augmentation des revenus tirés des prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 59 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 49 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 13 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 19 millions de dollars, ou de 3 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont affiché une baisse de 18 millions, ou de 3 %, ce qui s'explique surtout par les coûts liés aux technologies, les coûts liés au personnel et les autres coûts qui sont moins élevés, contrebalancés en partie par la hausse des frais de bureau.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, par suite de la croissance des prêts aux entreprises et des prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 4,1 milliards, ou de 5 %, par suite de l'augmentation des soldes des dépôts des entreprises et des particuliers.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Revenus nets d'intérêts	231	236	232
Revenus autres que d'intérêts	1 794	1 331	1 908
Total des revenus	2 025	1 567	2 140
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	716	335	926
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 309	1 232	1 214
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	-	1	2
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	(1)	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	3	-	2
Charges autres que d'intérêts	912	860	896
Bénéfice avant impôts sur le résultat	394	372	316
Charge d'impôts sur le résultat	103	106	78
Bénéfice net comptable	291	266	238
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	9	9	10
Ajustement lié à la réassurance 2)	-	25	-
Bénéfice net ajusté	300	300	248
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	209	236	173
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	218	245	183
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	82	30	65
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	82	55	65
Croissance du bénéfice net (%)	22,2	22,0	(10,4)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	20,9	31,3	(10,2)
Croissance des revenus (%)	(5,3)	(0,2)	33,3
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	7,9	4,4	(2,5)
SCVPI ajustés	716	310	926
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI ajustés (%)	7,9	6,5	(2,5)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,8	(2,6)	-
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,0	(2,4)	0,1
Rendement des capitaux propres (%)	18,4	16,6	15,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	19,0	18,7	15,9
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	6,1	7,0	(2,5)
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	5,9	8,9	(2,6)
Ratio d'efficacité comptable (%)	45,0	54,9	41,9
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	69,7	69,8	73,8
Ratio d'efficacité ajusté (%)	44,5	54,2	41,3
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	68,8	67,5	72,8
Actifs sous gestion	482 268	471 160	438 540
Actifs sous administration 3)	410 544	393 576	377 528
Actif moyen	44 219	42 750	38 744
Solde moyen brut des prêts et acceptations	25 433	24 660	22 296
Solde moyen net des prêts et acceptations	25 402	24 628	22 264
Solde moyen des dépôts	39 413	38 123	35 288

- 1) Les montants avant impôts de 11 millions de dollars pour le premier trimestre de 2020, de 11 millions pour le quatrième trimestre de 2019 et de 13 millions pour le premier trimestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 2) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 comprend un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) dans les SCVPI pour l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après l'annonce de notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. Cet ajustement lié à la réassurance est inclus dans les SCVPI.
- 3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 291 millions de dollars, soit une hausse de 53 millions, ou de 22 %, et, après ajustement, il a atteint 300 millions, soit une hausse de 52 millions, ou de 21 %, comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 209 millions, soit une hausse de 36 millions, ou de 21 %, et, après ajustement, il a atteint 218 millions, soit une hausse de 35 millions, ou de 19 %, en raison surtout des revenus plus élevés du fait de l'accroissement des actifs des clients et de la diminution des charges. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est fixé à 82 millions, une progression de 17 millions, ou de 26 %, ce qui s'explique essentiellement par l'effet favorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors que les variations des marchés avaient eu un effet défavorable au cours de l'exercice précédent, contrebalancé en partie par un recul des résultats des activités sous-jacentes.

Les revenus se sont établis à 2 025 millions de dollars, contre 2 140 millions il y a un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 95 millions, ou de 8 %, pour se situer à 1 309 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 161 millions, ayant progressé de 59 millions, ou de 5 %, étant donné surtout la hausse des revenus tirés des commissions. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont accrus de 36 millions, en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Les charges autres que d'intérêts comptables, qui se sont établies à 912 millions de dollars, ont augmenté de 16 millions, ou de 2 %. Après ajustement, elles ont totalisé 901 millions, présentant ainsi une hausse de 18 millions, ou de 2 %, essentiellement imputable aux charges liées aux revenus plus élevées découlant du rendement des activités, en partie compensées par la baisse des coûts liés au personnel.

Les actifs sous gestion se sont accrus de 43,7 milliards de dollars, ou de 10 %, sur un an et les actifs sous administration ont augmenté de 33,0 milliards, ou de 9 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers et des fluctuations favorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 14 % et de 12 %.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est accru de 25 millions de dollars, ou de 9 %, et le bénéfice net ajusté est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté du trimestre précédent ne tient pas compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 209 millions, contre 236 millions au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté s'est élevé à 218 millions, contre 245 millions au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des charges, y compris la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice. Le bénéfice net comptable des activités d'assurance, qui s'est établi à 82 millions, a inscrit une hausse de 52 millions, et le bénéfice net ajusté a augmenté de 27 millions, ce qui est principalement attribuable à l'effet favorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors qu'au trimestre précédent, les variations des marchés avaient eu un effet défavorable.

Les revenus se sont élevés à 2 025 millions de dollars, comparativement à 1 567 millions au trimestre précédent. Déduction faite des SCVPI comptables, ils ont augmenté de 77 millions, ou de 6 %. Déduction faite des SCVPI ajustés, ils ont inscrit une hausse de 52 millions, ou de 4 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 6 millions, ou de 1 %. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 71 millions et les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI ajustés, de 46 millions, en raison des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées ont dans les deux cas augmenté de 52 millions de dollars, ou de 6 %, du fait surtout de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 11,1 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent et les actifs sous administration ont augmenté de 17,0 milliards, ou de 4 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers et d'un taux de change favorable. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont dans les deux cas progressé de 3 % comparativement au trimestre précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Revenus nets d'intérêts (bic)	696	695	560
Revenus autres que d'intérêts	673	484	577
Total des revenus (bic)	1 369	1 179	1 137
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	53	32	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(3)	8	14
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	50	40	15
Charges autres que d'intérêts	852	792	796
Bénéfice avant impôts sur le résultat	467	347	326
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	111	76	70
Bénéfice net comptable	356	271	256
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	2	2	4
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	4	9	3
Bénéfice net ajusté	362	282	263
Revenus du secteur Marchés mondiaux	823	686	631
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	546	493	506
Croissance du bénéfice net (%)	39,1	(9,6)	(5,8)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	37,6	(9,3)	(3,3)
Croissance des revenus (%)	20,4	3,6	4,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	7,0	3,0	9,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	7,3	3,1	8,5
Rendement des capitaux propres (%)	12,9	9,8	9,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	13,1	10,2	9,4
Levier d'exploitation (bic) (%)	13,4	0,6	(5,3)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	13,1	0,5	(4,1)
Ratio d'efficacité (bic) (%)	62,3	67,3	70,0
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	61,7	66,1	69,2
Actif moyen	351 330	342 025	340 535
Solde moyen brut des prêts et acceptations	62 286	63 005	56 507
Solde moyen net des prêts et acceptations	62 126	62 895	56 443

1) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha et de Clearpool avant impôts de 3 millions de dollars pour le premier trimestre de 2020, de 2 millions pour le quatrième trimestre de 2019 et de 6 millions pour le premier trimestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 5 millions de dollars pour le premier trimestre de 2020, de 12 millions pour le quatrième trimestre de 2019 et de 3 millions pour le premier trimestre de 2019 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 356 millions de dollars, soit une hausse de 100 millions, ou de 39 %, et, après ajustement, il s'est situé à 362 millions, soit une hausse de 99 millions, ou de 38 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La forte croissance des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés a été en partie annulée par la hausse des charges et des dotations à la provision liées au secteur pétrolier et gazier.

Les revenus se sont établis à 1 369 millions de dollars, une progression de 232 millions, ou de 20 %, ou encore de 21 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté, en raison surtout de la hausse des revenus des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt ainsi que des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison d'une hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés ainsi que des revenus de commissions de prise ferme et de consultation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 50 millions de dollars, une hausse de 35 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 52 millions. Le montant net des recouvrements de pertes sur créances liés aux prêts productifs s'est élevé à 3 millions pour le trimestre à l'étude, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 14 millions a été inscrite pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 852 millions de dollars, soit une hausse de 56 millions, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 844 millions, soit une hausse de 57 millions, ou, dans les deux cas, de 7 %, ou encore de 8 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Cette hausse s'explique surtout par la hausse des coûts liés au personnel découlant du rendement des activités, ainsi que par les coûts liés aux technologies.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est situé à 356 millions de dollars, soit une hausse de 85 millions, ou de 31 %, ou encore de 32 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, et, après ajustement, il s'est situé à 362 millions, soit une hausse de 80 millions, ou de 29 %, par rapport au trimestre précédent.

Les revenus ont progressé de 190 millions de dollars, ou de 16 %. Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté, en raison surtout de la hausse des revenus des activités de négociation de contrats sur titres de participation et de contrats de taux d'intérêt. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, en raison principalement d'une hausse des revenus de commissions de prise ferme et de consultation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a enregistré une hausse de 10 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 21 millions au cours du trimestre à l'étude. Le montant net des recouvrements de pertes sur créances liés aux prêts productifs s'est élevé à 3 millions pour le trimestre à l'étude, alors qu'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 8 millions a été inscrite pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont affiché une hausse de 60 millions de dollars, ou de 7 %, ou encore de 8 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, et, après ajustement, elles ont enregistré une hausse de 66 millions, ou de 8 %, ou encore de 9 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des coûts liés au personnel découlant du rendement des activités, ainsi que par l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2020	T4-2019	T1-2019
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(69)	(89)	(47)
Compensation sur une bic des groupes	(78)	(77)	(67)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(147)	(166)	(114)
Revenus autres que d'intérêts	62	69	66
Total des revenus (bic)	(85)	(97)	(48)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	(2)	(5)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(6)	-	(1)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(5)	(2)	(6)
Charges autres que d'intérêts	158	569	142
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(238)	(664)	(184)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(132)	(218)	(108)
Bénéfice net (perte nette) comptable	(106)	(446)	(76)
Coûts de restructuration 1)	-	357	-
Perte nette ajustée	(106)	(89)	(76)
Charges autres que d'intérêts ajustées	158	85	142

1) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut une charge de restructuration de 357 millions de dollars après impôts (484 millions avant impôts) liée aux indemnités de départ et un montant négligeable de coûts liés à l'immobilier, afin de continuer d'améliorer notre efficacité, notamment accélérer la mise en œuvre à l'échelle de la Banque de mesures clés visant la numérisation, la restructuration organisationnelle et la simplification de notre façon de faire des affaires. Les charges de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées. Les résultats comptables du trimestre considéré comprennent une charge de restructuration, laquelle se rapporte principalement aux coûts liés aux indemnités de départ.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 106 millions de dollars, comparativement à 76 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ont diminué, en raison principalement de la baisse des revenus liés à la trésorerie, attribuable en partie à un montant plus élevé il y a un an, et de la hausse des charges.

Comparaison du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont chiffrées à 106 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comptable de 446 millions et d'une perte nette ajustée de 89 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ajustés du trimestre précédent ne tiennent pas compte de la charge de restructuration, laquelle se rapporte principalement aux coûts liés aux indemnités de départ. Les résultats ajustés ont reculé, ce qui s'explique essentiellement par le caractère saisonnier des avantages et par la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, compensés en partie par la diminution des impôts et par l'augmentation des revenus non établis sur une bic.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018
Revenus 1) 2)	6 747	6 087	6 666	6 213	6 517	5 893	5 794	5 580
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	716	335	887	561	926	390	269	332
Revenus, déduction faite des SCVPI 1) 2)	6 031	5 752	5 779	5 652	5 591	5 503	5 525	5 248
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	324	231	243	150	127	177	177	172
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	25	22	63	26	10	(2)	9	(12)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	349	253	306	176	137	175	186	160
Charges autres que d'intérêts 1) 2)	3 669	3 987	3 491	3 595	3 557	3 193	3 359	3 525
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 013	1 512	1 982	1 881	1 897	2 135	1 980	1 563
Charge d'impôts sur le résultat	421	318	425	384	387	438	443	317
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 592	1 194	1 557	1 497	1 510	1 697	1 537	1 246
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	2	2	2	2	4	13	7	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	23	29	23	23	24	24	22	23
Coûts de restructuration 5)	-	357	-	-	-	-	-	192
Ajustement lié à la réassurance 6)	-	25	-	-	-	-	-	-
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 7)	-	-	-	-	-	(203)	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 617	1 607	1 582	1 522	1 538	1 531	1 566	1 463
Bénéfice de base par action (\$)	2,38	1,79	2,34	2,27	2,28	2,58	2,32	1,87
Bénéfice dilué par action (\$)	2,37	1,78	2,34	2,26	2,28	2,58	2,31	1,86
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,41	2,43	2,38	2,30	2,32	2,32	2,36	2,20

- 1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts un montant de 89 millions de dollars à l'égard de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et avons comptabilisé dans les charges d'intérêts un montant de 14 millions à l'égard des intérêts sur l'obligation locative. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30.
- 2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- 5) La charge de restructuration s'est élevée à 357 millions de dollars après impôts pour le quatrième trimestre de 2019 (484 millions avant impôts) et à 192 millions après impôts pour le deuxième trimestre de 2018 (260 millions avant impôts). Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 6) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. L'ajustement lié à la réassurance figure dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.
- 7) Les résultats du quatrième trimestre de 2018 tiennent compte d'un avantage après impôts de 203 millions de dollars (277 millions avant impôts) découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés qui a été annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 52 et 53 de son Rapport annuel pour 2019. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de l'exercice 2018 et le premier trimestre de l'exercice 2020.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats sous-jacents de BMO ont, en général, affiché des tendances à la hausse au cours des huit derniers trimestres, ce qui reflète en grande partie la croissance constante des Services bancaires PE, tandis que la fluctuation en raison des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers a eu des répercussions sur les groupes sensibles aux marchés boursiers.

Une charge de restructuration, principalement liée aux indemnités de départ, et un ajustement lié à la réassurance, tous deux comptabilisés au quatrième trimestre de 2019, un avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations futures au quatrième trimestre de 2018 et une charge de restructuration comptabilisée au deuxième trimestre de 2018 ont eu des répercussions sur les résultats comptables.

Pendant les huit derniers trimestres, la croissance sur un an du bénéfice net de PE Canada et le levier d'exploitation se sont avérés positifs, ce qui reflète en grande partie l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes. Au cours des huit derniers trimestres, PE États-Unis a réalisé une croissance des revenus sur un an conjuguée à une bonne augmentation des soldes des prêts et des dépôts, ainsi qu'une bonne gestion continue des dépenses. Les résultats des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont généralement affiché des hausses modérées imputables en grande partie aux marchés boursiers. Les résultats liés à l'assurance ont fluctué en raison des variations des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont inscrit des revenus élevés qui ont affiché une croissance sur un an au cours de sept des plus récents trimestres, ce qui s'explique par la solide performance aux États-Unis et l'incidence positive découlant de nos activités diversifiées. Le deuxième trimestre de 2019 comprend une charge liée aux indemnités de départ. Les résultats comptables des Services

d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Les résultats de la Banque reflètent l'incidence de l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qu'elle a adopté au premier trimestre de 2020 et de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qu'elle a adopté de manière rétrospective au premier trimestre de 2019. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30 ainsi qu'aux pages 142 à 146 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Exprimé en pourcentage du solde net des prêts et acceptations, le total des dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO se situe dans une fourchette allant de 13 points de base à 31 points de base depuis le deuxième trimestre de 2018.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section *Mesures non conformes aux PCGR*.

Bilan

Au 31 janvier 2020, le total des actifs atteignait 879,7 milliards de dollars, ayant augmenté de 27,5 milliards en regard du 31 octobre 2019. L'appréciation du dollar américain à la clôture du trimestre a conduit à une augmentation des actifs de 2,2 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Les valeurs mobilières ont augmenté de 21,5 milliards de dollars, par suite essentiellement de la hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise. Le solde net des prêts a augmenté de 3,7 milliards, ce qui est largement attribuable à une hausse de 2,3 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques essentiellement imputable à PE Canada ainsi qu'à une augmentation des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers de 0,8 milliard découlant de la croissance des Services bancaires PE. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 1,2 milliard, et ce, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux, contrebalancée en partie par la baisse des soldes des Services d'entreprise. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 4,2 milliards à cause essentiellement de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont augmenté de 3,3 milliards, ce qui s'explique en partie par l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui a entraîné la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative au bilan.

Les passifs se sont alourdis de 26,4 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2019. L'appréciation du dollar américain les a fait augmenter de 2,0 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les dépôts se sont accrus de 12,7 milliards de dollars. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 4,4 milliards, du fait de la croissance des Services bancaires PE et de BMO Gestion de patrimoine. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 4,2 milliards, ce qui reflète essentiellement la croissance des soldes des dépôts des particuliers. Les dépôts de banques ont augmenté de 4,0 milliards. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 13,1 milliards et les titres vendus à découvert ont augmenté de 1,3 milliard en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont diminué de 2,1 milliards, ce qui est en partie imputable à la diminution du financement garanti, contrebalancée en partie par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 0,1 milliard de dollars et les passifs financiers dérivés, de 0,4 milliard, ce qui tient compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. La diminution des actifs financiers dérivés est principalement attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change, partiellement annulée par la hausse de la juste valeur des contrats sur titres de participation. La diminution des passifs financiers dérivés est essentiellement attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change et des contrats sur taux d'intérêt, partiellement compensée par la hausse de la juste valeur des contrats sur produits de base et des contrats sur titres de participation.

Le total des capitaux propres a augmenté de 1,1 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2019. Les résultats non distribués ont augmenté de 0,8 milliard par suite du bénéfice net gagné pendant le trimestre à l'étude, ce qui a été atténué par les dividendes et par l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, sur le solde d'ouverture. Le cumul des autres éléments du résultat global a grimpé de 0,3 milliard.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 39 du Rapport aux actionnaires.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2019 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 204 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Instruments financiers désignés et arrangements hors bilan

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (Enhanced Disclosure Task Force (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant à la page 66 de notre Rapport annuel pour 2019.

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons également un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 67 du Rapport annuel de BMO pour 2019. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2019.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2019 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2019 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 107 à 111 ainsi qu'aux pages 142 à 146 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 107 et 108 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels audités, aux pages 151 à 158 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés anticipées, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques. Nos prévisions économiques sont, dans l'ensemble, conformes à celles au 31 octobre 2019 et nos pondérations des scénarios demeurent inchangées au 31 janvier 2020.

Au 31 janvier 2020, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 2 262 millions de dollars (2 094 millions au 31 octobre 2019), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 1 643 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 619 millions (1 609 millions et 485 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). La provision liée aux prêts productifs a augmenté de 34 millions depuis le quatrième trimestre de 2019, du fait principalement de la migration du crédit et de la croissance du portefeuille.

Dans le cas où le scénario de référence et le scénario défavorable se concrétiseraient intégralement, notre évaluation de la provision liée aux prêts productifs au 31 janvier 2020 comparativement au 31 octobre 2019 a augmenté parallèlement à la provision globale pour les prêts dans les deux cas.

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 se trouvent à la page 11 du présent rapport de gestion.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications de méthodes comptables

IFRS 16, *Contrats de location*

Le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs sont tenus de comptabiliser un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location et enregistreront un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. L'incidence sur nos activités de Financement d'équipement et de Financement de matériel de transport est minime. L'incidence la plus importante pour la Banque est la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. Auparavant, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers étaient classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous avons comptabilisé les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'a été comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. À l'adoption de l'IFRS 16, nous avons choisi d'exclure les immobilisations incorporelles du champ d'application de la comptabilisation des contrats de location.

À la transition, nous avons choisi de comptabiliser l'effet cumulatif de l'adoption de l'IFRS 16 dans les résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des périodes antérieures. L'incidence sur le bilan consolidé au 1^{er} novembre 2019 a représenté une hausse de 1 965 millions de dollars au poste bureaux et matériel, une augmentation de 2 024 millions dans les autres passifs, et une baisse de 80 millions (59 millions après impôts) des résultats non distribués.

Au 31 janvier 2020, l'actif au titre du droit d'utilisation comptabilisé dans les bureaux et matériel s'élevait à 1 974 millions de dollars, une obligation locative de 2 142 millions correspondante étant comptabilisée dans les autres passifs au bilan consolidé. De plus, pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé des charges d'intérêts de 14 millions au poste autres passifs dans les charges d'intérêts et une dotation aux amortissements pour les actifs au titre de droits d'utilisation de 89 millions au poste bureaux et matériel dans les charges autres que d'intérêts à l'état consolidé du résultat. Auparavant, nous aurions comptabilisé un loyer d'environ 95 millions au poste bureaux et matériel dans les charges autres que d'intérêts.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté de manière anticipée, le 1^{er} novembre 2019, la phase 1 des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, qui prévoient une mesure d'allègement à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Ces modifications changent certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture, en supposant que le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'élément couvert et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne sont pas modifiés à la suite de la réforme des TIO, ce qui nous permet toujours d'appliquer la comptabilité de couverture. Les modifications prévoient également une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture si une relation de couverture ne satisfait pas aux exigences d'efficacité visées par la réforme des TIO.

L'application obligatoire des modifications prend fin au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture, selon la première occurrence.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons également adopté l'interprétation 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23), de l'IFRS Interpretations Committee, laquelle n'a eu aucune incidence sur nos états financiers au moment de l'adoption. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de l'adoption de l'IFRIC 23 et des autres nouvelles normes.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la page 111 du Rapport annuel de BMO pour 2019 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant à la page 146 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 48.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure (BIS¹)

En tant que BIS¹, le BSIF exige que nous présentions annuellement les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent rapport.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les fluctuations des valeurs des indicateurs subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure

		Au 31 octobre	
(en millions de dollars canadiens)	Indicateurs	2019	2018
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	420 719	388 922
	2. Engagements transfrontières	341 188	310 913
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	966 938	885 217
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	111 245	104 791
	5. Passifs dans le système financier	58 643	67 213
	6. Encours de titres	271 817	267 654
	7. Activités de paiement 1)	26 955 299	26 238 057
D. Substituabilité / Infrastructure de l'institution financière	8. Actifs sous conservation	238 617	206 913
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	75 503	65 258
	10. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	6 211 130	5 484 395
E. Complexité	11. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	35 188	48 961
	12. Actifs de niveau 3	4 347	3 600

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections *Gestion globale du capital*, *Risques pouvant influencer sur les résultats futurs*, *Risque de liquidité et de financement* et *Risque juridique et réglementaire* qui débutent respectivement aux pages 59, 68, 91 et 103 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section *Gestion globale des risques* aux pages 68 à 106 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 68 à 71 du Rapport annuel de BMO pour 2019, et ceux-ci n'ont pas changé de manière significative. BMO surveille l'évolution de l'éclosion de la nouvelle souche de coronavirus. Si l'éclosion devait viser davantage le Canada ou les États-Unis, la Banque a mis en place un plan de continuité des activités qui comprend des procédures visant à atténuer les effets négatifs sur nos clients et nos employés.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 86 à 90 de son Rapport annuel pour 2019.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020				Au 31 octobre 2019				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés	
		Éléments négociés 1)	Éléments non au risque de marché			Éléments négociés 1)	Éléments non au risque de marché		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 742	–	45 742	–	48 803	–	48 803	–	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 148	253	6 895	–	7 987	242	7 745	–	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	211 459	97 515	113 944	–	189 438	85 739	103 699	–	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	105 543	–	105 543	–	104 004	–	104 004	–	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	430 713	–	430 713	–	426 094	–	426 094	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	22 035	19 492	2 543	–	22 144	19 508	2 636	–	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	24 362	–	24 362	–	23 593	–	23 593	–	Taux d'intérêt
Actifs divers 3)	32 718	–	15 425	17 293	30 132	–	15 417	14 715	Taux d'intérêt
Total des actifs	879 720	117 260	745 167	17 293	852 195	105 489	731 991	14 715	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	582 288	16 690	565 598	–	568 143	15 829	552 314	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	23 231	19 698	3 533	–	23 598	20 094	3 504	–	Taux d'intérêt, change
Acceptations	24 362	–	24 362	–	23 593	–	23 593	–	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	27 562	27 562	–	–	26 253	26 253	–	–	
Titres mis en pension ou prêtés	100 008	–	100 008	–	86 656	–	86 656	–	Taux d'intérêt
Passifs divers 3)	63 070	–	62 912	158	65 881	–	65 766	115	Taux d'intérêt
Dettes subordonnée	7 023	–	7 023	–	6 995	–	6 995	–	Taux d'intérêt
Total des passifs	827 544	63 950	763 436	158	801 119	62 176	738 828	115	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16). Au 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation totalisant 1 974 millions de dollars dans les autres actifs et une obligation locative correspondante de 2 142 millions dans les autres passifs. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30, pour obtenir de plus amples détails.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ont augmenté en regard du trimestre précédent du fait essentiellement d'une modification du calcul du total de la VaR liée aux activités de négociation et de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension, laquelle prévoit de ne plus comptabiliser les avantages en matière de diversification découlant du risque propre à la dette. En outre, une modification de la modélisation a permis de mieux saisir le risque de volatilité des actions propres à une entité et les risques de change. D'un trimestre à l'autre, l'accroissement des risques liés aux activités de négociation a fait quelque peu augmenter la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation et la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2) 3)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020				Au 31 octobre 2019	Au 31 janvier 2019
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	1,1	0,9	1,8	0,6	1,1	1,5
VaR liée aux actions	8,0	5,6	8,0	4,2	3,9	5,4
VaR liée au change	1,6	1,9	3,3	0,8	0,5	0,7
VaR liée aux taux d'intérêt ⁴⁾	7,0	7,9	10,1	5,4	8,2	9,7
Risque propre à la dette	1,6	2,5	3,2	1,6	2,2	1,8
Diversification	(7,0)	(8,1)	n. s.	n. s.	(7,9)	(7,7)
Total de la VaR – Négociation	12,3	10,7	15,0	8,1	8,0	11,4
Total de la VaR en période de tension – Négociation	48,0	49,8	56,7	39,9	22,3	48,3

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) Au premier trimestre de 2020, une nouvelle méthode de calcul a été utilisée à l'égard de la VaR et de la VaR en période de tension, laquelle a pour effet de scinder la VaR liée au crédit présentée antérieurement en deux, soit la VaR liée aux taux d'intérêt, pour ce qui est du risque d'écart de crédit général, d'une part, et le risque propre à la dette, d'autre part. Les résultats des trimestres précédents ont été fournis à des fins de comparaison. Par ailleurs, le total de VaR liée aux activités de négociation et de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ne tient plus compte des avantages en matière de diversification découlant du risque propre à la dette.

4) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une baisse des taux d'intérêt ont augmenté par rapport au 31 octobre 2019, en raison principalement d'une hausse des actifs à taux fixe.

L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et l'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 31 octobre 2019, étant donné qu'il est prévu qu'un plus petit nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Hausse de 100 points de base	(974,3)	(883,4)	(925,5)	1,7	46,6	76,8
Baisse de 100 points de base	274,3	215,6	111,0	(21,9)	(80,3)	(152,8)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2020 donnerait lieu à une augmentation de 30 millions de dollars du résultat avant impôts (27 millions au 31 octobre 2019). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2020 donnerait lieu à une diminution de 29 millions du résultat avant impôts (25 millions au 31 octobre 2019). Sans couverture, une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2020 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 59 millions (57 millions au 31 octobre 2019). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2020 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 58 millions (54 millions au 31 octobre 2019). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours de l'exercice 2020. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur de nos passifs au titre des indemnités étant comptabilisée au poste Autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 254,2 milliards de dollars au 31 janvier 2020, contre 249,7 milliards au 31 octobre 2019. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes des valeurs mobilières, en partie compensée par la diminution des soldes de trésorerie. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés, à la page 35.

Actifs liquides

	Au 31 janvier 2020				Au 31 octobre 2019	
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus 1)	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 742	–	45 742	2 232	43 510	46 908
Dépôts à d'autres banques	7 148	–	7 148	–	7 148	7 987
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	101 178	104 494	205 672	113 032	92 640	90 363
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	35 849	10 190	46 039	23 445	22 594	21 406
Titres de créance d'entreprises et autres	22 292	16 837	39 129	7 319	31 810	32 112
Titres de participation d'entreprises	52 140	39 841	91 981	56 716	35 265	28 436
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	211 459	171 362	382 821	200 512	182 309	172 317
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	25 366	–	25 366	4 114	21 252	22 438
Total des actifs liquides	289 715	171 362	461 077	206 858	254 219	249 650
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	70 410	–	70 410	809	69 601	68 246
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	360 125	171 362	531 487	207 667	323 820	317 896

1) Avec prise d'effet au premier trimestre 2020, les transactions de prises en pension et d'emprunt de titres ont été déplacées et reclassées au poste des autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus.

2) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts de la Banque qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens) Au 31 janvier 2020	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	52 890	-	2 232	-	50 658
Valeurs mobilières 5)	408 187	172 476	32 150	12 759	190 802
Prêts et acceptations	405 347	64 120	809	270 817	69 601
Autres actifs					
Instruments dérivés	22 035	-	-	22 035	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	24 362	-	-	24 362	-
Bureaux et matériel 6)	3 957	-	-	3 957	-
Écart d'acquisition	6 396	-	-	6 396	-
Immobilisations incorporelles	2 430	-	-	2 430	-
Actifs d'impôt exigible	1 705	-	-	1 705	-
Actifs d'impôt différé	1 562	-	-	1 562	-
Actifs divers	16 668	3 963	-	12 705	-
Total des autres actifs	79 115	3 963	-	75 152	-
Total des actifs	945 539	240 559	35 191	358 728	311 061

(en millions de dollars canadiens) Au 31 octobre 2019	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	56 790	-	1 895	-	54 895
Valeurs mobilières 5)	378 443	153 269	30 419	12 107	182 648
Prêts et acceptations	399 968	73 073	765	257 884	68 246
Autres actifs					
Instruments dérivés	22 144	-	-	22 144	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	23 593	-	-	23 593	-
Bureaux et matériel 6)	2 055	-	-	2 055	-
Écart d'acquisition	6 340	-	-	6 340	-
Immobilisations incorporelles	2 424	-	-	2 424	-
Actifs d'impôt exigible	1 165	-	-	1 165	-
Actifs d'impôt différé	1 568	-	-	1 568	-
Actifs divers	16 580	3 722	-	12 858	-
Total des autres actifs	75 869	3 722	-	72 147	-
Total des actifs	911 070	230 064	33 079	342 138	305 789

- 1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.
- 2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.
- 3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 12,8 milliards de dollars au 31 janvier 2020, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.
- 4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances des FHLB.
- 5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).
- 6) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16). Au 31 janvier 2020, nous avons comptabilisé un actif au titre du droit d'utilisation totalisant 1 974 millions de dollars dans les bureaux et matériel et une obligation locative correspondante de 2 142 millions dans les autres passifs. Il y a lieu de se reporter à la section *Modifications de méthodes comptables*, à la page 30, pour obtenir de plus amples détails.

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020, le RLCT moyen quotidien a été de 135 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen a diminué en regard de celui du trimestre précédent établi à 138 %, étant donné qu'une hausse des actifs liquides de haute qualité a été plus que contrebalancée par une augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé *Actifs liquides* à la page 34.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 91 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Ratio de liquidité à court terme

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trimestre clos le 31 janvier 2020	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	171,0
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	207,0	14,3
Dépôts stables	98,4	3,0
Dépôts moins stables	108,6	11,3
Financement de gros non garanti, dont :	176,2	96,2
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	66,5	16,5
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	75,2	45,2
Dettes non garanties	34,5	34,5
Financement de gros garanti	*	20,8
Exigences supplémentaires, dont :	158,0	32,9
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	10,9	4,3
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,7	2,7
Facilités de crédit et de liquidité	144,4	25,9
Autres obligations de financement contractuelles	1,0	-
Autres obligations de financement conditionnelles	403,7	6,9
Total des sorties de trésorerie	*	171,1
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	148,6	29,4
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,1	5,6
Autres entrées de trésorerie	8,8	8,8
Total des entrées de trésorerie	167,5	43,8
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		171,0
Total des sorties nettes de trésorerie		127,3
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		135
Trimestre clos le 31 octobre 2019		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		163,2
Total des sorties nettes de trésorerie		118,1
Ratio de liquidité à court terme (%)		138

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 62 jours ouvrables au premier trimestre de 2020.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courtir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 387,1 milliards de dollars au 31 janvier 2020, en hausse comparativement à 378,8 milliards au 31 octobre 2019, du fait d'une forte croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 janvier 2020, ces dépôts se chiffraient à 29,7 milliards, en hausse par rapport à 22,1 milliards au 31 octobre 2019.

Au 31 janvier 2020, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 201,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 58,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 143,0 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a diminué en regard de celui de 207,6 milliards au 31 octobre 2019 en raison principalement des échéances du financement de gros. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 37. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 254,2 milliards au 31 janvier 2020 et qui, tel qu'il est décrit à la page 34, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne), qui est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Nous ne nous attendons pas à ce que le régime de recapitalisation interne du Canada et les exigences relatives à la TLAC aient une incidence importante sur notre plan de financement. Pour de plus amples renseignements sur le régime de capitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC), il y a lieu de se reporter à la section *Évolution de la réglementation* sous *Gestion du capital*, à la page 14.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

	Au 31 janvier 2020								Au 31 octobre 2019
	Total partiel –								
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	6 775	371	34	278	7 458	–	8	7 466	4 312
Certificats de dépôt et papier commercial	7 742	23 145	11 343	17 797	60 027	529	–	60 556	64 490
Billets de dépôt au porteur	–	28	30	262	320	–	–	320	117
Papier commercial adossé à des actifs	719	1 008	1 629	–	3 356	–	–	3 356	3 276
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	752	8 629	2 789	12 170	17 334	34 358	63 862	63 789
Billets structurés non garantis de premier rang ²⁾	–	–	–	5	5	20	3 405	3 430	3 807
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	1 324	369	1 580	3 273	3 111	13 180	19 564	19 602
Obligations couvertes	–	–	1 398	2 201	3 599	6 503	13 285	23 387	25 497
Autres titrisations adossées à des actifs ³⁾	–	–	–	184	184	2 671	4 153	7 008	7 628
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	7 290	7 290	7 189
Autres ⁴⁾	–	3 673	–	–	3 673	–	1 456	5 129	7 866
Total	15 236	30 301	23 432	25 096	94 065	30 168	77 135	201 368	207 573
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	719	6 005	3 396	3 965	14 085	12 285	32 074	58 444	63 869
Financement non garanti	14 517	24 296	20 036	21 131	79 980	17 883	45 061	142 924	143 704
Total ⁵⁾	15 236	30 301	23 432	25 096	94 065	30 168	77 135	201 368	207 573

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 39, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Avances des FHLB.

5) Le total du financement de gros était constitué de 54,9 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 146,5 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 janvier 2020.

Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le BSIF a procédé à la mise en œuvre définitive à l'échelle nationale du RSLLT au deuxième trimestre de 2019. En vertu de ces directives, les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020 et de rendre public leur RSLLT avec prise d'effet pour le trimestre prenant fin le 31 janvier 2021. Le RSLLT de BMO excédait le seuil réglementaire minimal au 31 janvier 2020. Par ailleurs, le BSIF a modifié le RLCT et d'autres paramètres de liquidité en vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité et de la ligne directrice B-6, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur nos liquidités ni sur notre approche de gestion du financement.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 162 du Rapport annuel de BMO pour 2019.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P), Fitch et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO.

Le 17 janvier 2020, Fitch a relevé la cote de l'ancienne dette de premier rang et des dépôts à long terme de BMO, pour la faire passer de AA- à AA, ce qui reflète l'établissement d'une TLAC d'un niveau avoisinant les exigences minimales de la Banque relatives à la TLAC.

Au 31 janvier 2020

Agence de notation	Dette à court terme	Dette de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dette subordonnée – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A+	Stable
DBRS	R-1(élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 31 janvier 2020, si les cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 87 millions de dollars, 338 millions et 724 millions, respectivement.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2020									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 865	-	-	-	-	-	-	-	877	45 742
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 473	1 745	882	266	769	13	-	-	-	7 148
Valeurs mobilières	3 033	2 487	4 606	3 914	7 955	17 597	47 167	72 560	52 140	211 459
Titres pris en pension ou empruntés	69 144	30 363	3 988	1 425	299	324	-	-	-	105 543
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 637	3 470	6 562	6 887	5 167	20 436	70 330	9 952	-	124 441
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	631	770	1 114	1 395	1 195	4 518	23 406	12 325	23 275	68 629
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 763	8 763
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 153	6 983	8 779	5 368	6 210	26 100	89 004	19 542	55 764	230 903
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 023)	(2 023)
Total des prêts, déduction faite de la provision	15 421	11 223	16 455	13 650	12 572	51 054	182 740	41 819	85 779	430 713
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 283	1 535	1 358	1 129	1 025	2 073	5 292	8 340	-	22 035
Engagements de clients aux termes d'acceptations	20 744	3 443	58	105	12	-	-	-	-	24 362
Divers	1 954	432	334	18	6	14	5	4 478	25 477	32 718
Total des autres actifs	23 981	5 410	1 750	1 252	1 043	2 087	5 297	12 818	25 477	79 115
Total des actifs	159 917	51 228	27 681	20 507	22 638	71 075	235 204	127 197	164 273	879 720

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2020									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 566	4 398	3 008	1 733	1 469	-	92	236	4 428	27 930
Entreprises et administrations publiques	26 492	29 232	26 372	20 029	9 018	25 997	47 071	12 626	151 548	348 385
Particuliers	3 926	9 535	13 646	15 995	14 349	8 873	13 585	1 967	124 097	205 973
Total des dépôts	42 984	43 165	43 026	37 757	24 836	34 870	60 748	14 829	280 073	582 288
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 255	2 054	1 263	1 193	1 740	3 006	6 230	6 490	-	23 231
Acceptations	20 744	3 443	58	105	12	-	-	-	-	24 362
Titres vendus à découvert	27 562	-	-	-	-	-	-	-	-	27 562
Titres mis en pension ou prêtés	96 143	1 295	1 258	662	265	385	-	-	-	100 008
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	3	1 380	1 066	959	1 449	6 270	12 503	3 407	-	27 037
Divers	8 599	3 990	108	101	524	727	2 640	3 475	15 869	36 033
Total des autres passifs	154 306	12 162	3 753	3 020	3 990	10 388	21 373	13 372	15 869	238 233
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	7 023	-	7 023
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	52 176	52 176
Total des passifs et des capitaux propres	197 290	55 327	46 779	40 777	28 826	45 258	82 121	35 224	348 118	879 720

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2020									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)										
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 931	-	-	-	5 931
Contrats de location	-	1	3	7	9	49	189	988	-	1 246
Prêt de titres	4 493	-	-	-	-	-	-	-	-	4 493
Obligations d'achat	47	94	136	137	44	117	179	49	-	803

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2019	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 844	–	–	–	–	–	–	–	959	48 803
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 088	1 893	1 081	714	211	–	–	–	–	7 987
Valeurs mobilières	2 680	3 420	2 797	3 508	4 670	15 001	46 687	66 005	44 670	189 438
Titres pris en pension ou empruntés	75 936	21 562	4 819	859	518	–	310	–	–	104 004
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 691	2 059	5 285	6 818	7 138	22 309	68 143	10 297	–	123 740
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	645	519	991	1 272	1 502	4 823	22 391	11 947	23 646	67 736
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	8 859	8 859
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 490	7 072	6 168	7 760	6 547	24 687	87 486	20 331	55 068	227 609
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 850)	(1 850)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 826	9 650	12 444	15 850	15 187	51 819	178 020	42 575	85 723	426 094
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 209	1 867	877	830	911	2 375	5 095	8 980	–	22 144
Engagements de clients aux termes d'acceptations	20 694	2 562	173	159	5	–	–	–	–	23 593
Divers	1 951	593	245	12	5	7	5	4 475	22 839	30 132
Total des autres actifs	23 854	5 022	1 295	1 001	921	2 382	5 100	13 455	22 839	75 869
Total des actifs	169 228	41 547	22 436	21 932	21 507	69 202	230 117	122 035	154 191	852 195

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2019	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 177	4 187	1 215	319	1 174	–	–	201	4 543	23 816
Entreprises et administrations publiques	21 088	28 511	21 209	22 334	18 023	22 983	49 292	11 759	147 958	343 157
Particuliers	3 607	8 932	12 080	13 390	15 706	11 418	13 257	2 031	120 749	201 170
Total des dépôts	36 872	41 630	34 504	36 043	34 903	34 401	62 549	13 991	273 250	568 143
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 329	2 574	1 240	970	1 032	2 985	6 798	6 670	–	23 598
Acceptations	20 694	2 562	173	159	5	–	–	–	–	23 593
Titres vendus à découvert	26 253	–	–	–	–	–	–	–	–	26 253
Titres mis en pension ou prêtés	83 681	1 459	760	450	–	–	306	–	–	86 656
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1	1 655	1 340	1 033	1 038	5 350	13 779	2 963	–	27 159
Divers	12 325	3 188	33	29	74	537	3 596	2 406	16 534	38 722
Total des autres passifs	144 283	11 438	3 546	2 641	2 149	8 872	24 479	12 039	16 534	225 981
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	–	6 995	–	6 995
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	51 076	51 076
Total des passifs et des capitaux propres	181 155	53 068	38 050	38 684	37 052	43 273	87 028	33 025	340 860	852 195

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2019	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 868	3 777	5 698	8 832	12 511	21 574	102 113	5 643	–	162 016
Concours de trésorerie	–	–	–	–	–	–	5 550	–	–	5 550
Contrats de location simple	32	66	98	97	96	361	931	2 119	–	3 800
Prêt de titres	4 102	–	–	–	–	–	–	–	–	4 102
Obligations d'achat	53	98	138	133	137	111	187	69	–	926

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 83 et 84 de son Rapport annuel pour 2019. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2020 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Au 31 janvier 2020		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	377	-	-	-	-	-	2	287	-	289
Italie	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	164	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Total – pays GIIPE	555	-	-	-	-	-	2	287	1	290
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	225	49	-	61	110	88	7	1	96	431
Allemagne	387	562	46	815	1 423	47	14	5	66	1 876
Pays-Bas	356	744	1	-	745	7	189	-	196	1 297
Autres 8)	258	-	1	192	193	5	15	5	25	476
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 226	1 355	48	1 068	2 471	147	225	11	383	4 080
Reste de l'Europe										
Norvège	591	253	-	-	253	2	5	-	7	851
Suède	-	258	-	351	609	3	1	-	4	613
Royaume-Uni	2 049	-	468	8 069	8 537	203	211	20	434	11 020
Autres 8)	196	148	-	-	148	38	8	1	47	391
Total – reste de l'Europe	2 836	659	468	8 420	9 547	246	225	21	492	12 875
Total – Europe 9)	4 617	2 014	516	9 488	12 018	395	737	33	1 165	17 800

Au 31 octobre 2019		Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
Pays	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Total – pays GIIPE	499	-	-	-	-	-	7	240	-	247
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 346	1 528	52	1 032	2 612	45	175	4	224	4 182
Total – reste de l'Europe	2 513	671	401	7 877	8 949	147	260	35	442	11 904
Total – Europe 9)	4 358	2 199	453	8 909	11 561	199	675	39	913	16 832

Se reporter aux notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Pays	Prêts ²⁾						
	Tranche financée au 31 janvier 2020			Au 31 janvier 2020		Au 31 octobre 2019	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande ⁷⁾	2	375	-	386	377	343	323
Italie	14	-	-	14	14	14	14
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	141	23	-	238	164	237	162
Total – pays GIPE	157	398	-	638	555	594	499
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)							
France	162	63	-	365	225	376	244
Allemagne	233	153	-	591	386	707	515
Pays-Bas	105	252	-	380	357	377	354
Autres ⁸⁾	102	156	-	434	258	396	233
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	602	624	-	1 770	1 226	1 856	1 346
Reste de l'Europe							
Norvège	36	555	-	1 171	591	1 100	581
Suède	-	-	-	72	-	69	-
Royaume-Uni	8	2 041	-	3 212	2 049	2 671	1 677
Autres ⁸⁾	11	185	-	398	196	475	255
Total – reste de l'Europe	55	2 781	-	4 853	2 836	4 315	2 513
Total – Europe ⁹⁾	814	3 803	-	7 261	4 617	6 765	4 358

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2020 : Une sûreté de 718 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (107 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 89 millions d'euros; des garanties de 10,5 milliards de dollars (239 millions dans les pays GIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 166 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2020 (*inclut une position nette de 100 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 8 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (34 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2020).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 193 millions de dollars au 31 janvier 2020 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 6 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 6 pays.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 95 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	4 963 \$	5 072 \$	4 807 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 359	1 415	1 314
Dépôts à d'autres banques	193	195	222
	6 515	6 682	6 343
Charges d'intérêts			
Dépôts	2 127	2 203	2 079
Dette subordonnée	70	71	70
Autres passifs (note 1)	930	1 044	1 022
	3 127	3 318	3 171
Revenus nets d'intérêts	3 388	3 364	3 172
Revenus autres que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	252	262	248
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	304	314	291
Revenus de négociation	141	(21)	93
Commissions sur prêts	325	313	277
Frais de services de cartes	99	107	105
Frais de gestion de placements et de garde de titres	456	449	428
Revenus tirés de fonds d'investissement	366	359	347
Commissions de prise ferme et de consultation	285	221	244
Profits sur titres, autres que de négociation	64	68	49
Profits de change, autres que de négociation	47	29	38
Revenus d'assurance	880	435	1 049
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	26	39	29
Autres	114	148	147
	3 359	2 723	3 345
Total des revenus	6 747	6 087	6 517
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	349	253	137
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	716	335	926
Charges autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel	2 128	2 381	2 072
Bureaux et matériel (note 1)	757	759	728
Amortissement des immobilisations incorporelles	151	148	133
Déplacements et expansion des affaires	121	134	126
Communications	79	72	74
Honoraires	133	165	121
Autres	300	328	303
	3 669	3 987	3 557
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	2 013	1 512	1 897
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	421	318	387
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 592 \$	1 194 \$	1 510 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 9)			
De base	2,38 \$	1,79 \$	2,28 \$
Dilué	2,37	1,78	2,28
Dividendes par action ordinaire	1,06	1,03	1,00

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Bénéfice net	1 592 \$	1 194 \$	1 510 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net			
Variation nette des profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	110	67	187
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(20)	(29)	(14)
	90	38	173
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	210	(36)	757
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	24	21	37
	234	(15)	794
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	209	35	(25)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(47)	(17)	13
	162	18	(12)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
(Pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(128)	(169)	(148)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(70)	63	79
Profits latents sur les titres de participation évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global 8)	-	1	-
	(198)	(105)	(69)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	288	(64)	886
Total du résultat global attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 880 \$	1 130 \$	2 396 \$

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (38) millions de dollars, de (23) millions et de (61) millions pour le trimestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 7 millions de dollars, de 11 millions et de 5 millions pour le trimestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (76) millions de dollars, de 15 millions et de (274) millions pour le trimestre.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (9) millions de dollars, de (7) millions et de (13) millions pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 17 millions de dollars, de 6 millions et de (5) millions pour le trimestre.

6) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 46 millions de dollars, de 58 millions et de 54 millions pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 25 millions de dollars, de (23) millions et de (29) millions pour le trimestre.

8) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de néant, de (1) million de dollars et de néant pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2019
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 742 \$	48 803 \$	40 470 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 148	7 987	7 609
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	97 646	85 903	101 486
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	13 790	13 704	12 280
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	74 101	64 515	66 696
Titres de créance au coût amorti	25 045	24 472	7 272
Titres divers	877	844	742
	211 459	189 438	188 476
Titres pris en pension ou empruntés	105 543	104 004	100 699
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	124 441	123 740	120 039
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	68 629	67 736	63 241
Prêts sur cartes de crédit	8 763	8 859	8 187
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	230 903	227 609	207 765
	432 736	427 944	399 232
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(2 023)	(1 850)	(1 628)
	430 713	426 094	397 604
Autres actifs			
Instruments dérivés	22 035	22 144	21 633
Engagements de clients aux termes d'acceptations	24 362	23 593	21 529
Bureaux et matériel (note 1)	3 957	2 055	1 971
Écart d'acquisition	6 396	6 340	6 388
Immobilisations incorporelles	2 430	2 424	2 285
Actifs d'impôt exigible	1 705	1 165	1 469
Actifs d'impôt différé	1 562	1 568	1 813
Actifs divers	16 668	16 580	14 651
	79 115	75 869	71 739
Total des actifs	879 720 \$	852 195 \$	806 597 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 4)	582 288 \$	568 143 \$	532 199 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	23 231	23 598	23 188
Acceptations	24 362	23 593	21 529
Titres vendus à découvert	27 562	26 253	30 407
Titres mis en pension ou prêtés	100 008	86 656	87 783
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	27 037	27 159	23 969
Passifs d'impôt exigible	96	55	84
Passifs d'impôt différé	61	60	73
Passifs divers (note 1)	35 876	38 607	33 196
	238 233	225 981	220 229
Dettes subordonnées (note 4)	7 023	6 995	6 820
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	5 348	5 348	4 340
Actions ordinaires (note 5)	12 998	12 971	12 914
Surplus d'apport	303	303	308
Résultats non distribués (note 1)	29 510	28 725	26 599
Cumul des autres éléments du résultat global	4 017	3 729	3 188
	52 176	51 076	47 349
Total des capitaux propres	52 176	51 076	47 349
Total des passifs et des capitaux propres	879 720 \$	852 195 \$	806 597 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2020	31 janvier 2019
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)		
Solde à l'ouverture de la période	5 348 \$	4 340 \$
Solde à la clôture de la période	5 348	4 340
Actions ordinaires (note 5)		
Solde à l'ouverture de la période	12 971	12 929
Émises en vertu du régime d'options sur actions	27	5
Rachetées aux fins d'annulation	-	(20)
Solde à la clôture de la période	12 998	12 914
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	303	300
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	-	4
Autres	-	4
Solde à la clôture de la période	303	308
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	28 725	25 850
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 (note 1)	(59)	s. o.
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 592	1 510
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(70)	(52)
Dividendes sur les actions ordinaires	(678)	(639)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 5)	-	(70)
Solde à la clôture de la période	29 510	26 599
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	26	(315)
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	110	187
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(20)	(14)
Solde à la clôture de la période	116	(142)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	513	(1 074)
Profits sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	210	757
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	24	37
Solde à la clôture de la période	747	(280)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	3 703	3 727
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	209	(25)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(47)	13
Solde à la clôture de la période	3 865	3 715
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(383)	169
(Pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	(128)	(148)
Solde à la clôture de la période	(511)	21
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(130)	(205)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	(70)	79
Solde à la clôture de la période	(200)	(126)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	4 017	3 188
Total des capitaux propres	52 176 \$	47 349 \$

s. o. - sans objet du fait de l'adoption de l'IFRS 16.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2020	31 janvier 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	1 592 \$	1 510 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(64)	(49)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(11 247)	(2 008)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	349	137
Variation des instruments dérivés – diminution des actifs dérivés	1 760	5 354
– (diminution) des passifs dérivés	(2 095)	(1 637)
Amortissement des bureaux et du matériel	199	105
Amortissement d'autres actifs	54	53
Amortissement des immobilisations incorporelles	151	133
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	13	234
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	–	(2)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	(521)	40
Augmentation nette du passif d'impôt exigible	39	36
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	125	(106)
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	(13)	51
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 635)	(1 771)
Augmentation nette des dépôts	14 328	12 408
(Augmentation) nette des prêts	(4 014)	(14 376)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 236	1 624
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	12 817	21 862
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(1 098)	(16 152)
(Diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(160)	(1 070)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	10 816	6 376
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
(Diminution) nette des passifs des filiales	(2 725)	(2 692)
Produit de l'émission des obligations couvertes	–	1 878
Remboursement d'obligations couvertes	(2 201)	(2 254)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 5)	25	4
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 5)	–	(90)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(710)	(657)
Remboursement des obligations locatives	(82)	–
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(5 693)	(3 811)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	880	676
Achats de titres, autres que de négociation	(19 076)	(15 470)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 993	4 235
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 967	6 560
Bureaux et matériel – (achats) nets	(104)	(91)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(151)	(145)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(8 491)	(4 235)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	307	(2)
(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(3 061)	(1 672)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	48 803	42 142
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	45 742 \$	40 470 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Intérêts versés au cours de la période	3 137 \$	3 122 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	892 \$	404 \$
Intérêts reçus au cours de la période	6 168 \$	5 810 \$
Dividendes reçus au cours de la période	404 \$	403 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2020 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, de l'interprétation 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (IFRIC 23), de l'IFRS Interpretations Committee, et des modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39) et de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), du fait de la réforme des taux d'intérêt de référence, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019, qui figurent aux pages 142 à 207 de notre Rapport annuel pour 2019. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 25 février 2020.

Changements de méthodes comptables

Contrats de location

Le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs sont tenus de comptabiliser un passif au titre de la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location, et d'enregistrer un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. Les changements touchant la comptabilisation du point de vue du bailleur sont minimes.

L'incidence la plus importante pour la Banque est la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. Auparavant, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers étaient classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous avons comptabilisé les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'a été comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes.

À l'adoption de l'IFRS 16, nous avons choisi d'exclure les immobilisations incorporelles du champ d'application de la comptabilisation des contrats de location. Nous avons recalculé l'actif au titre du droit d'utilisation pour une sélection de contrats de location, comme si l'IFRS 16 avait toujours été appliquée, et pour les contrats de location restants, nous avons établi l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative. Nous continuerons de comptabiliser les contrats de location de faible valeur à titre de contrats à exécuter, les charges liées aux contrats de location étant comptabilisées sur la durée du contrat de location, sans actif au titre du droit d'utilisation ni obligation locative correspondants. En outre, nous avons combiné les composantes locatives et non locatives (les coûts liés à l'entretien et aux services publics dont les paiements sont fixes, par exemple) dans le calcul des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, le cas échéant.

À la transition, nous avons comptabilisé l'effet cumulatif de l'adoption de la norme dans les résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} novembre 2019, sans retraiter les chiffres des périodes antérieures. L'incidence sur le bilan consolidé au 1^{er} novembre 2019 a représenté une hausse au titre des bureaux et du matériel de 1 965 millions de dollars, une augmentation des autres passifs de 2 024 millions et une baisse des résultats non distribués de 80 millions (59 millions après impôts).

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos engagements locatifs pour des contrats de location simple, présenté en vertu de l'IAS 17, *Contrats de location*, au 31 octobre 2019, ce rapprochement ayant servi au calcul des obligations locatives en date du 1^{er} novembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)	1 ^{er} novembre 2019
Engagement au titre d'un contrat de location simple au 31 octobre 2019, tel que présenté dans nos états financiers consolidés	3 800
Actualisation à l'aide du taux d'emprunt marginal au 1 ^{er} novembre 2019	(310)
Obligations découlant de contrats de location-financement comptabilisées au 31 octobre 2019	41
Exemption relative à la comptabilisation des contrats de location de faible valeur	(13)
Options de prorogation et de résiliation dont la certitude de les exercer est raisonnable	37
Frais accessoires non inclus dans l'obligation locative	(166)
Baux signés mais non encore en vigueur	(1 222)
Obligations locatives comptabilisées au 1 ^{er} novembre 2019	2 167

Dans le cadre de l'évaluation des obligations locatives, nous avons déterminé la valeur actualisée des paiements liés aux contrats de location à l'aide de notre taux d'emprunt marginal au 1^{er} novembre 2019. Le taux moyen pondéré qui a été appliqué était de 2,52 %.

Lorsque nous concluons de nouvelles ententes en tant que preneur, nous comptabilisons un actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative en nous fondant sur la valeur actualisée des paiements futurs liés aux contrats de location calculés à l'aide de notre taux

d'emprunt marginal sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location correspond au temps pour lequel le contrat de location est non résiliable auquel s'ajoute toute option de prolongation ou de résiliation que nous avons la certitude raisonnable d'exercer.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité de l'actif sous-jacent ou de la durée du contrat de location, selon la plus rapprochée des deux dates. Nous ajustons l'actif pour tenir compte de toutes pertes de valeur, s'il y a lieu.

L'obligation locative fait l'objet d'un accroissement au titre des intérêts qui sont pris en compte dans le poste autres passifs sous les charges d'intérêts, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des contrats de location. L'obligation locative est réévaluée lorsque des décisions sont prises d'exercer les options aux termes des contrats de location ou que la certitude raisonnable qu'a le preneur d'exercer une option en vertu du contrat change.

Les montants afférents aux contrats de location de faible valeur sont passés en charges au moment où ils sont comptabilisés dans les bureaux et matériel sous les charges autres que d'intérêts.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2019, nous avons adopté l'IFRIC 23. Cette interprétation apporte des éclaircissements sur les exigences en matière de comptabilisation et d'évaluation de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers au moment de l'adoption.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté par anticipation, le 1^{er} novembre 2019, la phase 1 des modifications de l'IAS 39 et de l'IFRS 7, publiées par l'IASB, qui prévoient une mesure d'allégement liée à la comptabilité de couverture exposée à l'incertitude entourant la réforme des TIO dans la période précédant le remplacement des TIO. Ces modifications changent certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture, en supposant que le taux de référence sur lequel sont fondés les flux de trésorerie de l'élément couvert et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture ne sont pas modifiés à la suite de la réforme des TIO, ce qui nous permet toujours d'appliquer la comptabilité de couverture. Les modifications prévoient également une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture si une relation de couverture ne satisfait pas aux exigences d'efficacité visées par la réforme des TIO.

L'application obligatoire des modifications prend fin au moment où l'incertitude au sujet de l'échéance ou du montant des flux de trésorerie découlant de la réforme des taux d'intérêt de référence ne subsiste plus ou lorsqu'il est mis fin à une relation de couverture, selon la première occurrence.

En vertu de la réforme des TIO, certains taux de référence pourraient être discontinués, des changements pourraient être apportés à la méthodologie, les liquidités pourraient faire l'objet d'une volatilité accrue ou d'une baisse au cours de la transition des TIO aux taux de remplacement. Les banques cesseront de recourir au taux de soumission pour calculer les taux interbancaires offerts à Londres après le 31 décembre 2021.

Dans le but d'assurer la transition des TIO aux taux de remplacement, notre Bureau de transition du TIO évalue les répercussions des changements éventuels de l'infrastructure du marché sur notre gestion du risque, nos modèles, systèmes et processus et il examine les documents juridiques pour s'assurer que la Banque est prête avant que l'application des TIO ne prenne fin. Nous ferons preuve de jugement au moment d'évaluer la nécessité d'établir de nouvelles relations de couverture ou de les réviser. Toutefois, compte tenu du climat d'incertitude des marchés, l'évaluation de l'impact de la transition sur les relations de couverture de la Banque et sur ses stratégies d'atténuation n'en est qu'à ses débuts. Au 1^{er} novembre 2019, le montant nominal de référence des instruments dérivés susceptibles d'être visés par la réforme des TIO, désignés comme des instruments de couverture et échéant après le 31 décembre 2021, se chiffrait à 85 727 millions de dollars selon le TIOL en dollars américains et à 1 560 millions selon les autres TIO susceptibles d'être visés.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 13 790 millions de dollars (13 704 millions au 31 octobre 2019), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 411 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 11 379 millions (2 899 millions et 10 805 millions, respectivement, au 31 octobre 2019).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 74 101 millions de dollars (64 515 millions au 31 octobre 2019), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 2 millions (2 millions au 31 octobre 2019).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 25 045 millions de dollars (24 472 millions au 31 octobre 2019), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2019).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)		31 janvier 2020				31 octobre 2019		
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	13 430	81	3	13 508	11 876	72	4	11 944
des administrations provinciales et municipales canadiennes	5 611	107	-	5 718	5 907	106	1	6 012
l'administration fédérale américaine	21 940	768	1	22 707	15 363	617	5	15 975
des municipalités, agences et États américains	3 857	92	2	3 947	4 091	74	4	4 161
d'autres administrations publiques	7 043	177	-	7 220	7 179	158	2	7 335
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	1 597	18	1	1 614	1 953	18	1	1 970
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	13 968	154	40	14 082	11 966	106	42	12 030
Titres de créance d'entreprises	5 108	117	1	5 224	4 899	110	2	5 007
Titres de participation d'entreprises	79	2	-	81	79	2	-	81
Total	72 633	1 516	48	74 101	63 313	1 263	61	64 515

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)		Pour les trimestres clos le	
		31 janvier 2020	31 janvier 2019
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - titres de créance		355	392
Au coût amorti		134	40
Total		489	432

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 janvier 2020 et au 31 octobre 2019. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2020				31 octobre 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	-	-	-	-	-	-	-	-
Très faible	78 649	218	-	78 867	79 011	242	-	79 253
Bas	21 822	2 831	-	24 653	20 853	2 821	-	23 674
Moyen	13 810	4 586	-	18 396	13 651	4 578	-	18 229
Haut	114	384	-	498	124	397	-	521
Non coté	1 492	115	-	1 607	1 531	118	-	1 649
Douteux	-	-	420	420	-	-	414	414
Provision pour pertes sur créances	14	30	17	61	15	32	17	64
Valeur comptable	115 873	8 104	403	124 380	115 155	8 124	397	123 676
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 533	30	-	1 563	21 023	25	-	21 048
Très faible	25 140	24	-	25 164	16 491	194	-	16 685
Bas	20 268	655	-	20 923	9 894	346	-	10 240
Moyen	11 074	4 424	-	15 498	10 510	4 264	-	14 774
Haut	479	1 597	-	2 076	397	1 423	-	1 820
Non coté	2 855	108	-	2 963	2 594	107	-	2 701
Douteux	-	-	442	442	-	-	468	468
Provision pour pertes sur créances	80	328	125	533	82	318	136	536
Valeur comptable	61 269	6 510	317	68 096	60 827	6 041	332	67 200
Prêts sur cartes de crédit								
Exceptionnellement faible	2 274	-	-	2 274	2 418	-	-	2 418
Très faible	1 202	14	-	1 216	1 214	16	-	1 230
Bas	990	155	-	1 145	970	158	-	1 128
Moyen	2 033	899	-	2 932	2 020	876	-	2 896
Haut	135	447	-	582	140	440	-	580
Non coté	613	1	-	614	606	1	-	607
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	44	189	-	233	43	193	-	236
Valeur comptable	7 203	1 327	-	8 530	7 325	1 298	-	8 623
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	135 484	1 051	-	136 535	134 587	1 028	-	135 615
Catégorie spéculative	99 569	11 781	-	111 350	96 731	11 553	-	108 284
Liste de surveillance	-	5 420	-	5 420	-	5 556	-	5 556
Douteux	-	-	1 960	1 960	-	-	1 747	1 747
Provision pour pertes sur créances	273	456	467	1 196	263	441	310	1 014
Valeur comptable	234 780	17 796	1 493	254 069	231 055	17 696	1 437	250 188
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	135 495	719	-	136 214	134 920	884	-	135 804
Catégorie spéculative	48 733	7 046	-	55 779	45 178	6 435	-	51 613
Liste de surveillance	-	2 117	-	2 117	-	2 133	-	2 133
Douteux	-	-	437	437	-	-	324	324
Provision pour pertes sur créances	119	110	10	239	119	103	22	244
Valeur comptable 2)	184 109	9 772	427	194 308	179 979	9 349	302	189 630

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2020, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 2 262 millions de dollars (2 094 millions au 31 octobre 2019), dont une tranche de 2 023 millions (1 850 millions au 31 octobre 2019) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 239 millions (244 millions au 31 octobre 2019), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit.

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le							
	31 janvier 2020				31 janvier 2019			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	15	33	38	86	20	38	44	102
Transfert à l'étape 1	6	(6)	-	-	7	(7)	-	-
Transfert à l'étape 2	-	2	(2)	-	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(1)	1	-	-	(2)	2	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(9)	4	5	-	(8)	9	5	6
Montages des prêts	2	-	-	2	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	-	(1)	-	(1)	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(1)	(2)	4	1	1	1	5	7
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(3)	(3)	-	-	(4)	(4)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2	-	-	3	3
Change et autres	-	-	(14)	(14)	-	-	(3)	(3)
Solde à la clôture de la période	14	31	27	72	21	39	45	105
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	89	333	136	558	90	326	144	560
Transfert à l'étape 1	41	(38)	(3)	-	45	(41)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(4)	21	(17)	-	(4)	24	(20)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(25)	27	-	(2)	(26)	28	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(44)	62	45	63	(47)	53	23	29
Montages des prêts	11	-	-	11	13	-	-	13
Décomptabilisations et échéances	(4)	(10)	-	(14)	(4)	(10)	-	(14)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(2)	10	52	60	1	-	27	28
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(83)	(83)	-	-	(84)	(84)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23	-	-	54	54
Change et autres	1	-	(3)	(2)	(1)	-	(6)	(7)
Solde à la clôture de la période	88	343	125	556	90	326	135	551
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	80	225	-	305	74	219	-	293
Transfert à l'étape 1	28	(28)	-	-	26	(26)	-	-
Transfert à l'étape 2	(5)	5	-	-	(5)	5	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(40)	40	-	-	(40)	40	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(25)	64	23	62	(24)	63	13	52
Montages des prêts	4	-	-	4	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(6)	-	(7)	(1)	(7)	-	(8)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	1	(5)	63	59	1	(5)	53	49
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(88)	(88)	-	-	(76)	(76)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	26	26	-	-	23	23
Change et autres	(1)	-	(1)	(2)	-	1	-	1
Solde à la clôture de la période	80	220	-	300	75	215	-	290
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	338	496	311	1 145	298	408	209	915
Transfert à l'étape 1	44	(38)	(6)	-	69	(68)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(8)	9	(1)	-	(17)	23	(6)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(23)	24	-	-	(13)	13	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(61)	94	188	221	(56)	59	36	39
Montages des prêts	47	-	-	47	60	-	-	60
Décomptabilisations et échéances	(15)	(25)	-	(40)	(23)	(20)	-	(43)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	6	17	205	228	33	(19)	42	56
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(41)	(41)	-	-	(31)	(31)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	7	7	-	-	9	9
Change et autres	4	6	(15)	(5)	4	-	(12)	(8)
Solde à la clôture de la période	348	519	467	1 334	335	389	217	941
Total à la clôture de la période	530	1 113	619	2 262	521	969	397	1 887
Composition : Prêts	411	1 003	609	2 023	392	866	370	1 628
Autres instruments de crédit 3)	119	110	10	239	129	103	27	259

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 [(3) millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2019].

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 janvier 2020 et au 31 octobre 2019 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)		31 janvier 2020			31 octobre 2019			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	261 344	219	748	260 377	258 842	207	740	257 895
États-Unis	160 404	390	650	159 364	158 454	256	630	157 568
Autres pays	10 988	–	16	10 972	10 648	–	17	10 631
Total	432 736	609	1 414	430 713	427 944	463	1 387	426 094

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 10 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (22 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 229 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (222 millions au 31 octobre 2019), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)		Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
		Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
		31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2020	31 octobre 2019	31 janvier 2020	31 octobre 2019
Catégories de déposants :											
Banques 1)		1 876	1 996	1 583	1 530	969	1 017	23 502	19 273	27 930	23 816
Entreprises et administrations publiques		31 548	29 083	33 663	33 853	86 337	85 022	196 837	195 199	348 385	343 157
Particuliers		3 368	3 361	23 768	23 084	96 961	94 304	81 876	80 421	205 973	201 170
Total 2) 3)		36 792	34 440	59 014	58 467	184 267	180 343	302 215	294 893	582 288	568 143
Domiciliation :											
Canada		29 130	27 338	50 678	49 911	93 631	90 630	185 618	181 835	359 057	349 714
États-Unis		6 491	6 043	8 307	8 531	89 418	88 604	85 246	86 368	189 462	189 546
Autres pays		1 171	1 059	29	25	1 218	1 109	31 351	26 690	33 769	28 883
Total		36 792	34 440	59 014	58 467	184 267	180 343	302 215	294 893	582 288	568 143

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 6).

3) Au 31 janvier 2020 et au 31 octobre 2019, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 29 015 millions de dollars et 25 438 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2020 et au 31 octobre 2019, les dépôts comprenaient des dépôts de 289 039 millions et de 279 860 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 33 977 millions et de 36 680 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 280 867 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 171 224 millions étaient domiciliés au Canada, 78 301 millions, aux États-Unis et 31 342 millions dans d'autres pays (273 657 millions, 167 294 millions, 79 682 millions et 26 681 millions, respectivement, au 31 octobre 2019). Des dépôts de 171 224 millions domiciliés au Canada, 76 636 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 8 508 millions, dans trois à six mois, 19 849 millions, dans six à douze mois et 66 231 millions, dans plus de douze mois (167 294 millions, 73 027 millions, 4 312 millions, 22 814 millions et 67 141 millions, respectivement, au 31 octobre 2019).

5) Comprend 18 876 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 janvier 2020, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (16 248 millions au 31 octobre 2019). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, nous n'avons effectué aucune émission ni remboursement au titre de la dette subordonnée.

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2020		31 octobre 2019		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	Non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47 2) 3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		4 690		4 690	
Autres instruments de capitaux propres 4)		658		658	
Actions ordinaires 5) 6)	639 624 567	12 998	639 232 276	12 971	
Capital social et autres instruments de capitaux propres		18 346		18 319	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 177 à 188 de notre Rapport annuel pour 2019.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions émises sont assorties d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les actions puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée est convertible en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée émise (y compris les dividendes déclarés et payés sur l'émission d'actions privilégiées) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les autres instruments de capitaux propres (billets) émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, les billets sont convertibles en actions ordinaires de la Banque déterminées en divisant a) le produit du multiplicateur de 1,25, et la valeur des billets, par b) le prix de conversion, qui correspond au plus élevé des montants entre le prix plancher de 5 \$ et le cours du marché.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 679 032 actions ordinaires au 31 janvier 2020 (6 108 307 actions ordinaires au 31 octobre 2019).

6) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 392 291 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,800 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (FPUNV) (billets) sont classés comme capitaux propres et font partie de nos fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les billets sont des instruments financiers comportant à la fois une composante passif et une composante capitaux propres. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable à la composante passif des billets et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets seront portées en diminution des résultats non distribués lorsqu'elles seront à payer en mai et en décembre. Les droits des porteurs de nos billets sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers, et ont un classement supérieur à nos actions ordinaires et privilégiées.

Actions ordinaires

Le 25 février 2020, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 12 millions d'actions ordinaires à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. Une fois les approbations obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires à des fins d'annulation. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, telles la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il y a lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 179 à 186, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2020		31 octobre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres comptabilisés au coût amorti	25 045	25 256	24 472	24 622
Prêts 1)				
Prêts hypothécaires à l'habitation	124 380	124 590	123 676	124 093
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	68 096	68 326	67 200	67 516
Prêts sur cartes de crédit	8 530	8 530	8 623	8 623
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	226 289	227 208	224 442	225 145
	427 295	428 654	423 941	425 377
Dépôts 3)	565 598	566 753	552 314	553 444
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	27 037	27 303	27 159	27 342
Dette subordonnée	7 023	7 310	6 995	7 223

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 3 350 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 92 millions de prêts classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2020 (2 156 millions au 31 octobre 2019).

3) Ne tient pas compte de 16 690 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (15 829 millions au 31 octobre 2019).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)								
31 janvier 2020					31 octobre 2019			
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	5 868	1 587	-	7 455	6 959	1 371	-	8 330
des provinces et municipalités canadiennes	2 759	4 496	-	7 255	3 871	3 656	-	7 527
l'administration fédérale américaine	11 429	1 335	-	12 764	8 001	762	-	8 763
des municipalités, agences et États américains	31	331	-	362	48	626	-	674
d'autres administrations publiques	870	334	-	1 204	888	697	-	1 585
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	12 717	540	13 257	14	10 494	538	11 046
Titres de créance d'entreprises	2 740	4 970	5	7 715	2 620	5 091	7	7 718
Prêts détenus à des fins de transaction	-	55	-	55	-	103	-	103
Titres de participation d'entreprises	47 577	2	-	47 579	40 155	2	-	40 157
	71 274	25 827	545	97 646	62 556	22 802	545	85 903
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	535	116	-	651	410	107	-	517
des provinces et municipalités canadiennes	123	1 188	-	1 311	364	915	-	1 279
l'administration fédérale américaine	-	51	-	51	-	48	-	48
d'autres administrations publiques	-	74	-	74	-	49	-	49
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	4	-	4	-	5	-	5
Titres de créance d'entreprises	89	8 007	-	8 096	146	8 071	-	8 217
Titres de participation d'entreprises	1 686	6	1 911	3 603	1 536	69	1 984	3 589
	2 433	9 446	1 911	13 790	2 456	9 264	1 984	13 704
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	11 905	1 603	-	13 508	11 168	776	-	11 944
des provinces et municipalités canadiennes	3 470	2 248	-	5 718	3 798	2 214	-	6 012
l'administration fédérale américaine	20 213	2 494	-	22 707	15 068	907	-	15 975
des municipalités, agences et États américains	32	3 914	1	3 947	1	4 159	1	4 161
d'autres administrations publiques	3 007	4 213	-	7 220	4 396	2 939	-	7 335
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	15 696	-	15 696	-	14 000	-	14 000
Titres de créance d'entreprises	2 386	2 838	-	5 224	2 205	2 802	-	5 007
Titres de participation d'entreprises	-	-	81	81	-	-	81	81
	41 013	33 006	82	74 101	36 636	27 797	82	64 515
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	1 881	1 561	3 442	-	442	1 736	2 178
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	20 428	7 134	-	27 562	22 393	3 860	-	26 253
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets 1)	-	16 690	-	16 690	-	15 829	-	15 829
Passifs au titre des rentes 2)	-	1 117	-	1 117	-	1 043	-	1 043
	20 428	24 941	-	45 369	22 393	20 732	-	43 125
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	48	10 410	-	10 458	14	10 443	-	10 457
Contrats de change	4	8 581	-	8 585	7	9 262	-	9 269
Contrats sur produits de base	236	912	-	1 148	329	817	-	1 146
Contrats sur titres de participation	333	1 510	-	1 843	226	997	-	1 223
Swaps sur défaillance	-	1	-	1	-	49	-	49
	621	21 414	-	22 035	576	21 568	-	22 144
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	36	7 830	-	7 866	11	7 943	-	7 954
Contrats de change	15	9 752	-	9 767	20	10 843	-	10 863
Contrats sur produits de base	232	2 075	-	2 307	218	1 462	-	1 680
Contrats sur titres de participation	-	3 274	-	3 274	103	2 896	-	2 999
Swaps sur défaillance	-	16	1	17	-	101	1	102
	283	22 947	1	23 231	352	23 245	1	23 598

1) Ces passifs liés aux billets structurés et aux autres billets inclus dans les dépôts ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Ces passifs au titre des contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, des titres de négociation de 1 825 millions de dollars, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 329 millions, des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 3 259 millions et des titres vendus à découvert de 2 734 millions (titres de négociation de 1 704 millions, titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 323 millions, titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 607 millions et titres vendus à découvert de 1 803 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2019) ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, des titres de négociation de 667 millions, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 61 millions, des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 729 millions et des titres vendus à découvert de 70 millions (titres de négociation de 659 millions, titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 104 millions, titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 1 111 millions et titres vendus à découvert de 437 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2019) ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, des titres de négociation de 74 millions de dollars (19 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2019) ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison des changements touchant le caractère observable des données d'entrées sur le marché qui ont servi à établir le prix de ces titres, des titres de négociation de 128 millions (17 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2019) ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de la disponibilité des prix observables servant à l'évaluation de ces titres.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2020	
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	538	(54)	2	273	(165)	-	74	(128)	540	(37)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	5	(7)	-	-	-	5	-
Total des titres de négociation	545	(54)	2	278	(172)	-	74	(128)	545	(37)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 984	4	8	78	(164)	-	1	-	1 911	14
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 984	4	8	78	(164)	-	1	-	1 911	14
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de participation d'entreprises	81	-	-	-	-	-	-	-	81	-
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	82	-	-	-	-	-	-	-	82	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 736	-	9	80	-	(264)	-	-	1 561	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 janvier 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

s. o. - sans objet

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2019	
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	255	(5)	(1)	96	(116)	-	19	(17)	231	(1)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	-	(1)	-	-	-	6	-
Total des titres de négociation	262	(5)	(1)	96	(117)	-	19	(17)	237	(1)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 825	14	(4)	123	(172)	-	-	-	1 786	16
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 825	14	(4)	123	(172)	-	-	-	1 786	16
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	62	-	-	2	-	-	-	-	64	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	63	-	-	2	-	-	-	-	65	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 450	7	(4)	1 117	-	(141)	-	-	2 429	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	-	7	-	-	-	7	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	-	7	-	-	-	7	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	(1)	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 janvier 2019 ont été inscrites dans le résultat de la période.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 janvier 2020, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS¹), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 2,0 % applicable aux BIS¹. En décembre 2019, le BSIF a fixé la réserve pour stabilité intérieure à 2,25 % à compter du 30 avril 2020. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2020 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2020.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020, nous avons attribué un total de 976 087 options sur actions (931 047 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020 a été de 9,46 \$ l'option (10,23 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des trimestres clos le	31 janvier 2020	31 janvier 2019
Rendement attendu des actions	4,3 %	5,7 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,4 %	20,0 % – 20,1 %
Taux de rendement sans risque	1,9 % – 2,0 %	2,5 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	101,47	89,90

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2020	31 janvier 2019	31 janvier 2020	31 janvier 2019
Coût des services rendus au cours de la période	62	48	3	2
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	-	(5)	8	10
Coûts (revenus) liés aux services passés	-	(5)	-	-
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	63	39	11	12
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	24	21	-	-
Charge au titre des cotisations définies	61	54	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	148	114	11	12

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos détenteurs de capitaux propres de la Banque, après avoir déduit les dividendes sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2020	31 janvier 2019
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	1 592	1 510
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(70)	(52)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 522	1 458
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	639 448	638 927
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	2,38	2,28

Bénéfice dilué par action ordinaire

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 522	1 458
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	639 448	638 927
Incidence des instruments dilutifs		
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	5 150	4 704
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 803)	(3 218)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	640 795	640 413
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	2,37	2,28

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 338 832 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 105,01 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020 (1 970 886 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 100,69 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2019), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

Au cours des exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit une nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 611 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées de 2011 à 2014. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC dans le cadre des réévaluations ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2015 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)), BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2019, aux pages 199 à 202 de notre Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts 2)	1 557	1 051	231	696	(147)	3 388
Revenus autres que d'intérêts	525	305	1 794	673	62	3 359
Total des revenus	2 082	1 356	2 025	1 369	(85)	6 747
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	138	132	-	53	1	324
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	14	17	3	(3)	(6)	25
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	152	149	3	50	(5)	349
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	716	-	-	716
Amortissement	123	140	86	55	-	404
Charges autres que d'intérêts	863	621	826	797	158	3 265
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	944	446	394	467	(238)	2 013
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	244	95	103	111	(132)	421
Bénéfice net (perte nette) comptable	700	351	291	356	(106)	1 592
Actifs moyens	248 997	132 639	44 219	351 330	105 404	882 589

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2019	PE Canada	PE États-Unis	BMO Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts 2)	1 435	1 059	232	560	(114)	3 172
Revenus autres que d'intérêts	515	279	1 908	577	66	3 345
Total des revenus	1 950	1 338	2 140	1 137	(48)	6 517
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	114	15	2	1	(5)	127
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	(9)	-	14	(1)	10
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	120	6	2	15	(6)	137
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	926	-	-	926
Amortissement	80	110	67	34	-	291
Charges autres que d'intérêts	876	657	829	762	142	3 266
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	874	565	316	326	(184)	1 897
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	226	121	78	70	(108)	387
Bénéfice net (perte nette) comptable	648	444	238	256	(76)	1 510
Actifs moyens	231 321	119 997	38 744	340 535	89 609	820 206

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Poursuites judiciaires

La Banque et ses filiales sont parties à des poursuites judiciaires, dont des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des activités. BMO Nesbitt Burns Inc., BMO Ligne d'action Inc. et Société de fiducie BMO sont les parties défenderesses dans le cadre d'une action collective réclamant diverses compensations monétaires pouvant aller jusqu'à 419 millions de dollars pour la prétendue non-divulgence des écarts de conversion lors de la conversion de devises dans les comptes enregistrés. Lors d'une requête en jugement sommaire en janvier 2020, un tribunal de l'Ontario a indiqué qu'il s'attendait à rendre une décision de responsabilité à l'encontre de ces filiales. La décision écrite de la cour, y compris les éventuelles compensations monétaires, est attendue pour le deuxième trimestre 2020. La Banque examinera la décision lorsqu'elle la recevra et déterminera si elle interjettera appel.

Bien que l'issue de ces procédures soit difficilement prévisible, la direction ne prévoit pas que ces procédures, prises seules ou en groupe, auront une incidence défavorable significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque.

Note 13 : Acquisition future

Le 21 janvier 2020, nous avons conclu une entente pour acquérir Clearpool Group Inc. (Clearpool), un courtier négociant d'agence indépendant basé aux États-Unis qui fournit des solutions de négociation électronique holistique. L'acquisition est conditionnelle à la réception des approbations réglementaires et devrait être conclue au cours du deuxième trimestre de l'année civile 2020. À la conclusion de la transaction, Clearpool intégrera le groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux. Cette acquisition ne devrait pas avoir d'incidence importante pour la Banque.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2019, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 25 février 2020 à 8 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-806-5484 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 3048334#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 26 mai 2020 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 4224755#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, les médias et les gouvernements, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Tom Little, directeur, relations avec les investisseurs, tom.little@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2019 : 101,35 \$

Décembre 2019 : 100,82 \$

Janvier 2020 : 103,67 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2019, nos états financiers consolidés annuels audités, notre notice annuelle et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2019 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2020

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 31 mars 2020 à Toronto, en Ontario.